

PÉTROLE

**Le prix du Brent
frôle les 65 dollars**

P 16

EN PRÉVISION DU MOIS RAMADHAN 2026

L'Etat veille à l'approvisionnement du marché

Les préparatifs pour le mois de « Ramadhan 2026 » battent leur plein avec un seul mot d'ordre : assurer un approvisionnement du marché national en produits de consommation et surtout garantir la stabilité des prix. Ces questions ont été à l'ordre du jour d'une réunion interministérielle tenue hier à Alger, sous la présidence du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb. P 3



INDUSTRIE AUTOMOBILE

**Le constructeur
allemand Opel
s'implante en Algérie**

L'Algérie continue de renforcer son attractivité dans l'industrie automobile mondiale. Le groupe Stellantis a annoncé, hier, la décision de sa marque allemande Opel d'implanter un nouveau site de production en Algérie, marquant une étape majeure dans la stratégie industrielle du constructeur en dehors d'Europe.

P 2

GOVERNANCE NUMÉRIQUE

**Les nouveaux
chantiers
structurants
de l'Algérie**

La transformation numérique s'affirme désormais comme l'un des piliers centraux de l'action publique en Algérie. Les récentes orientations issues du Conseil des ministres traduisent une volonté claire d'accélérer la modernisation de l'administration, de renforcer l'efficacité économique et d'améliorer durablement la qualité des services rendus au citoyen. Dans ce contexte, la numérisation des données, leur interconnexion entre les différents secteurs et leur exploitation intelligente constituent des enjeux déterminants pour la réussite de ce chantier stratégique.

P 3

5^e ÉDITION DU CONGRÈS INTERNATIONAL DE L'EXPLOITATION MINIÈRE À RIYAD

**L'Algérie veut
renforcer ses
partenariats
internationaux**

La Secrétaire d'État auprès du Ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Mme Karima Bakir Taffer, participe à la cinquième édition du Congrès international de l'exploitation minière 2026, qui se tient du 13 au 15 janvier 2026 à Riyad, en Arabie Saoudite, indique un communiqué du ministre.

P 5

AU PROFIT DES DIPLÔMÉS DES INSTITUTS
SPÉCIALISÉS À ALGER

**La NESDA lance une campagne
de promotion de l'esprit
entrepreneurial P 2**

COMPLEXE TOSYALI

**Lancement d'une opération
d'exportation de 22 000
tonnes de produits
sidérurgiques P 3**

UNE TABLE RONDE SERA ORGANISÉE
PAR « CLUB ENERGY » LE 31 JANVIER
À ALGER

**Les applications de l'IA
dans l'énergie et
l'économie en débat P 5**

4^e ÉDITION COSMETICA
NORTH AFRICA –
ALGERIA

Un rendez-vous
incontournable
pour l'industrie
cosmétique

Placée sous le haut patronage du Ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, la 4^e édition du salon COSMETICA NORTH AFRICA – ALGERIA se tiendra du 21 au 24 janvier 2026 au Palais des Expositions des Pins Maritimes (SAFEX), annonce un communiqué de l'organisateur de l'événement. Durant quatre jours, les pavillons du salon accueilleront un rendez-vous majeur pour l'industrie cosmétique, réunissant l'ensemble des acteurs clés du secteur et confirmant la position de l'Algérie comme plateforme incontournable en Afrique du Nord. Fort d'une évolution remarquable, l'événement enregistre cette année la participation de 320 exposants, dont 200 entreprises locales et 120 entreprises étrangères représentant 17 pays, parmi lesquels la Turquie, l'Inde, l'Italie, la Chine, l'Afrique du Sud, la France ou encore les Émirats Arabes Unis. Au-delà d'une simple vitrine commerciale, COSMETICA NORTH AFRICA – ALGERIA s'affirme comme un véritable espace d'innovation, de collaboration et d'opportunités d'affaires. L'édition 2026 s'inscrit pleinement dans la dynamique nationale de soutien à la production locale, de promotion des exportations et de développement de partenariats industriels.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Le constructeur allemand Opel
s'implante en Algérie

L'Algérie continue de renforcer son attractivité dans l'industrie automobile mondiale. Le groupe Stellantis a annoncé, hier, la décision de sa marque allemande Opel d'implanter un nouveau site de production en Algérie, marquant une étape majeure dans la stratégie industrielle du constructeur en dehors d'Europe.

Par A. A.

L'annonce a été faite par Samir Cherfan, directeur des opérations de Stellantis pour l'Afrique et le Moyen-Orient. Sans dévoiler, à ce stade, ni le calendrier de réalisation ni la localisation exacte du projet, le responsable a souligné l'importance stratégique de cette décision, tant pour Opel que pour l'Algérie et pour l'ensemble de la région Moyen-Orient et Afrique. « Je suis fier d'annoncer qu'Opel a choisi l'Algérie pour l'implantation d'un nouveau site de production hors d'Europe », a-t-il déclaré sur la page LinkedIn du groupe, qualifiant ce choix « d'étape importante pour la marque, pour l'Algérie et pour la région Moyen-Orient et Afrique ». Il a toutefois précisé que le projet restait soumis aux procédures réglementaires et aux autorisations des autorités algériennes. Avec cette annonce, Opel devient la deuxième marque du groupe Stellantis à s'engager dans une production locale en Algérie, après Fiat, dont l'usine implantée à Oran est entrée en activité à la fin de l'année 2023. Ce nouveau projet confirme la volonté du groupe de faire de l'Algérie un pôle industriel régional dans le secteur automobile. Samir Cherfan a indiqué que cette décision a été prise à l'issue d'une réunion tenue à Alger, à laquelle ont pris part les dirigeants du groupe, dont Florian Huettl, président-directeur général d'Opel Automoti-

veGmbH. « Nous avons réaffirmé notre ambition commune : réaliser le projet d'usine Opel et contribuer activement au développement de l'industrie automobile nationale grâce à la production locale, l'intégration industrielle et l'investissement à long terme », a-t-il précisé. Selon le responsable, ce choix s'appuie également sur les performances commerciales enregistrées par la marque en Algérie depuis son lancement il y a plus de deux ans. « Cette décision reflète la forte dynamique que nous avons créée ensemble », a-t-il ajouté, évoquant un marché en croissance et un environnement favorable au développement industriel. Bien que les caractéristiques du futur site n'aient pas encore été dévoilées, Samir Cherfan a souligné que cette usine viendra compléter le réseau de production d'Opel en Europe. Elle permettra de mieux répondre à la demande du marché algérien et de servir plus largement la région Moyen-Orient et Afrique, en cohérence avec la stratégie du groupe consistant à « fabriquer dans la région, pour la région ». « Nous sommes impatients de continuer à développer cet écosystème, de créer des opportunités pour les clients, les partenaires et l'industrie locale, et de fournir la qualité renommée de l'ingénierie allemande, fièrement produite en Algérie », a conclu le directeur des opérations de Stellantis pour l'Afrique et le Moyen-Orient. Cette annonce renforce les perspectives de relance durable de l'industrie automobile natio-

nale et confirme l'intérêt croissant des grands constructeurs internationaux pour le marché algérien. Elle s'inscrit dans une dynamique plus large qui fait de l'année 2026 un véritable tournant pour l'industrie automobile en Algérie. Après des années marquées par des expériences de montage aux retombées limitées, le secteur entre désormais dans une phase de maturité industrielle, portée par une stratégie publique orientée vers la production réelle, l'intégration locale et la diversification des exportations hors hydrocarbures. Présentée récemment par le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, devant la commission des finances de l'APN, cette feuille de route traduit le passage progressif de l'Algérie du statut de simple marché de consommation à celui de plateforme régionale de production et d'exportation. La montée en cadence de l'usine Fiat d'Oran, appelée à atteindre une capacité de 90.000 véhicules par an en 2026, l'arrivée de nouveaux constructeurs asiatiques de premier plan, ainsi que la relance d'unités industrielles existantes, confirment cette transformation structurelle. Parallèlement, le développement d'un tissu de sous-traitance, notamment à travers la mise en place d'une filière nationale de pneumatiques, vise à renforcer le taux d'intégration locale et à ancrer durablement l'industrie automobile dans l'économie nationale, faisant de 2026 l'année de l'émergence industrielle du secteur en Algérie.

ORAN

Ouverture du Salon national des produits d'exportation algériens

Par R. E.

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a supervisé, hier au Centre des conventions Mohamed-Benahmed à Oran, l'ouverture de la première

édition du Salon national des produits d'exportation algériens. Cette manifestation économique, organisée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, connaît la participation d'environ 200 entreprises publiques et privées de production,

activant dans divers domaines, notamment l'industrie des produits sidérurgiques, les produits pharmaceutiques, les industries agroalimentaires, les matériaux de construction et le textile, entre autres. Selon les organisateurs, cet événement, qui se poursuit

jusqu'au 16 janvier, vise à offrir "une plateforme économique de choix pour mettre en valeur les capacités d'exportation des entreprises algériennes, faire connaître la qualité et la diversité du produit national et créer des opportunités de coopération et de partenariat

avec les opérateurs économiques nationaux et étrangers". Ce Salon ouvre également de nouvelles perspectives pour l'élargissement de la base des exportations nationales hors hydrocarbures, selon la même source.

AU PROFIT DES DIPLÔMÉS DES INSTITUTS SPÉCIALISÉS À ALGER

La NESDA lance une campagne de promotion de l'esprit entrepreneurial

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) a lancé, hier, une campagne de sensibilisation et d'information au profit des diplômés des instituts nationaux spécialisés de la formation et de l'enseignement professionnels, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de promotion de l'esprit entrepreneurial, indique un communiqué de l'Agence. Cette campagne médiatique, organisée par l'antenne NESDA de la région d'Alger Centre, sous le slogan "Une formation spécialisée pour des projets entrepreneuriaux réussis", s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la straté-

gie nationale visant à promouvoir l'esprit entrepreneurial et à activer le rôle des micro-entreprises dans le tissu économique, précise le communiqué. L'opération de sensibilisation a débuté, mardi, à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) "Mohamed Tayeb Boucenna", situé à Hussein Dey, ajoute la même source, soulignant qu'elle se poursuivra mercredi à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle des travaux publics et du bâtiment (ITTPB) à Kouba, puis jeudi prochain à l'INSFP "Moudjahid El Hadi Djeddaï" à Ben Aknoun. Cette initiative vise à jeter des ponts de communication

directe avec les étudiants et stagiaires, notamment les porteurs d'idées et de projets innovants, afin de les orienter vers le monde de l'entrepreneuriat selon une vision économique durable. Lors de cette opération, l'accent sera mis sur la présentation des avantages fiscaux et des mécanismes de financement offerts par l'Agence au profit des diplômés du secteur de la formation professionnelle, en plus de l'organisation de sessions de formation spécialisée en gestion et en management entrepreneurial, en vue de permettre aux jeunes d'acquérir les compétences fondamentales. La campagne prévoit, en outre, la fourni-

ture d'un accompagnement technique et des conseils nécessaires à la transformation des idées en projets économiques réussis, avec l'adoption d'un système de suivi ultérieur garantissant la pérennité et la durabilité de ces projets, note le communiqué. A travers cette démarche, NESDA réaffirme son engagement effectif à soutenir les diplômés des instituts spécialisés, considérés comme un réservoir de compétences techniques capables de créer une valeur ajoutée, et sa volonté de transformer la qualification professionnelle en une force d'investissement contribuant au développement économique.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

EN PRÉVISION DU MOIS RAMADHAN 2026

L'Etat veille à l'approvisionnement du marché

Les préparatifs pour le mois de « Ramadhan 2026 » battent leur plein avec un seul mot d'ordre : assurer un approvisionnement du marché national en produits de consommation et surtout garantir la stabilité des prix. Ces questions ont été à l'ordre du jour d'une réunion interministérielle tenue hier à Alger, sous la présidence du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb.

Par Sirine R.

« Dans le cadre des préparatifs pour le mois sacré de Ramadan de l'année 1447H/2026, et sur instructions de Monsieur le Président de la République, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mardi 13 janvier 2026, une réunion du Conseil interministériel consacrée à l'examen des mesures spéciales destinées à garantir un approvisionnement continu et régulier du marché national en tous types de produits alimentaires, notamment ceux de large consommation, ainsi que les fruits et légumes, les viandes et les volailles », a précisé un communiqué des services du Premier ministre. Un plan spécial Ramadhan sera donc mis en place en prévision du mois sacré, période durant laquelle la consommation des ménages double, avec l'objectif de prévenir toute tension sur le marché et d'assurer la stabilité des prix, afin de protéger le pouvoir d'achat des citoyens. Dans son plan, le gouvernement reconduit le dispositif de « Ramadhan

2025 », durant lequel aucune perturbation ni pénurie n'a été enregistrée sur le marché avant ou après le mois sacré. L'ouverture d'un nombre important de marchés de proximité à travers le pays et la mise en place de points de vente directs « producteur-consommateur » ont largement contribué à la stabilité du marché et des prix. Les producteurs nationaux sont en effet tous mobilisés pour répondre à la forte demande durant ce mois. D'ailleurs, la plupart des usines tournent à plein régime et des productions excédentaires seront dégagées, puis injectées sur le marché si nécessaire. À cela s'ajoutent les opérations d'importation de viandes rouges et blanches, dont le marché national est déficitaire. Des quantités importantes seront ainsi mises sur le marché afin de stabiliser les prix de ces deux produits très prisés durant le mois sacré. La réunion a également traité des mesures pratiques pour garantir la disponibilité de la liquidité dans le pays, en particulier dans les bureaux d'Algérie Poste et les guichets automatiques, afin de répondre aux besoins fi-

nanciers accrus des consommateurs et des commerçants durant le mois sacré. Dans le cadre de ce dispositif, une commission multisectorielle a été mise en place au niveau du Cabinet du Premier ministre. Cette commission aura pour mission de suivre de manière continue la situation de l'approvisionnement du marché national en produits alimentaires et la stabilité des prix tout au long du Ramadhan, permettant ainsi une réaction rapide face à toute fluctuation ou pénurie potentielle. Cette initiative s'inscrit dans la politique générale du gouvernement visant à anticiper les besoins du marché et à renforcer la régulation du secteur alimentaire, en assurant à la fois la disponibilité des produits et la protection des consommateurs. Le gouvernement réaffirme, à travers ces mesures, son engagement à soutenir le pouvoir d'achat des citoyens et à garantir un approvisionnement stable et régulier en période de forte consommation.

GOVERNANCE NUMÉRIQUE

Les nouveaux chantiers structurants de l'Algérie

Par Adem A.

La transformation numérique s'affirme désormais comme l'un des piliers centraux de l'action publique en Algérie. Les récentes orientations issues du Conseil des ministres traduisent une volonté claire d'accélérer la modernisation de l'administration, de renforcer l'efficacité économique et d'améliorer durablement la qualité des services rendus au citoyen. Dans ce contexte, la numérisation des données, leur interconnexion entre les différents secteurs et leur exploitation intelligente constituent des enjeux déterminants pour la réussite de ce chantier stratégique. Pour El Houari Tigharsi, expert en économie, les avancées enregistrées ces dernières années sont notables, notamment en matière de numérisation des bases de données et de mise en réseau des administrations. « L'Algérie a franchi un cap important dans la structuration de ses données publiques. Le défi aujourd'hui n'est plus seulement de numériser, mais d'assurer une interopérabilité réelle entre les secteurs afin de bâtir une administration intégrée, efficace et orientée vers le service au citoyen », a-t-il expliqué sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale. Cette dynamique s'accompagne, selon lui, d'une attention accrue portée à la protection des données, considérée comme un préalable indispensable à l'instauration de la confiance numérique. « La donnée est devenue une ressource stratégique au même titre que les ressources naturelles. Sa sécurisation est une condition essentielle pour garantir la crédibilité de l'État numérique et protéger à la fois les institutions et les citoyens », a-t-il souligné.

Au-delà de la sphère administrative, la transformation numérique est également perçue comme un puissant levier de modernisation de l'économie nationale. La digitalisation des procédures, la traçabilité des opérations et l'exploitation structurée des données permettent de réduire les lourdeurs bureaucratiques et de limiter les pratiques de corruption. « Lorsque les processus sont numérisés et que les données sont centralisées, la marge de manœuvre pour les pratiques opaques se réduit considérablement. Le numérique devient alors un outil de transparence et de rationalisation de la gestion publique », a expliqué l'expert. Dans cette perspective, l'économie numérique ouvre de nouvelles opportunités d'investissement, notamment à travers le développement des start-up et des solutions technologiques innovantes. Toutefois, El Houari Tigharsi a tenu à rappeler que la réussite de cette transition repose avant tout sur le facteur humain. « La technologie, aussi avancée soit-elle, ne peut produire de résultats sans des compétences capables de la maîtriser. La formation, le recyclage des compétences et l'intégration de technologies comme l'intelligence artificielle sont indispensables pour tirer pleinement profit de la transformation numérique », a-t-il affirmé. La numérisation à l'échelle locale constitue également un enjeu majeur. L'intégration des communes et des wilayas dans la collecte et l'analyse des données permettrait, selon l'expert, d'améliorer la planification et d'adapter les politiques publiques aux réalités du terrain. « Une gouvernance efficace repose sur des données locales fiables. Sans cela, les décisions restent déconnectées des besoins réels des territoires », a-t-il observé, plaidant pour la mise en place de

tableaux de bord numériques allant du niveau communal jusqu'à l'administration centrale. Néanmoins, l'atteinte d'une véritable gouvernance électronique demeure étroitement liée à l'évolution du cadre législatif et réglementaire. El Houari Tigharsi a estimé que « la transition vers une administration numérique performante nécessite des lois adaptées aux nouveaux usages, ainsi qu'une implication plus forte et plus transparente du secteur privé, notamment dans le développement des infrastructures et des services numériques ». Par ailleurs, l'expert a mis en avant la numérisation du secteur agricole, qu'il considère comme stratégique pour la sécurité alimentaire et la souveraineté nationale. La digitalisation de la gestion foncière, des ressources hydriques et des chaînes de production pourrait permettre d'améliorer les rendements, de mieux orienter les investissements et de réduire la dépendance aux importations. « La numérisation de l'agriculture n'est pas un luxe, c'est une nécessité. Elle permet de mieux exploiter le potentiel national, de soutenir les agriculteurs et de bâtir une politique agricole durable et orientée vers l'exportation », a-t-il affirmé. En conclusion, El Houari Tigharsi a insisté sur la nécessité d'une approche globale et cohérente. « La transformation numérique ne peut réussir que si elle est pensée comme un projet national intégré, associant administration, économie, capital humain et secteurs productifs. C'est à ce prix que l'Algérie pourra consolider sa gouvernance, dynamiser son économie et répondre durablement aux attentes des citoyens », a-t-il conclu.

COMPLEXE TOSYALI

Lancement d'une opération d'exportation de 22 000 tonnes de produits sidérurgiques

Par R E.

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a supervisé, hier à Oran, le lancement des premières opérations d'exportation de tôles d'acier du complexe Tosyali au titre de l'année 2026, dans le cadre d'une visite effectuée au sein du complexe industriel. M. Alp Tobcuoglu, membre du Conseil d'Administration du complexe Tosyali, a indiqué dans une déclaration à la presse que cette opération consiste en l'expédition simultanée de quatre navires, dont trois quitteront le port d'Arzew et un le port d'Oran, à destination de la Pologne, la Lettonie, l'Italie et la Tunisie. Cette initiative reflète la dynamique que connaît le secteur de l'exportation dans la filière sidérurgique. Il a ajouté que le volume des exportations dans le cadre de cette opération est estimé à 22.000 tonnes de produits sidérurgiques, pour des recettes financières avoisinant 13,5 millions de dollars US. Ces exportations concernent principalement les tôles laminées à chaud et le fil de fer. Le même responsable a également souligné que le groupe est en voie de réaliser une extension dédiée à la production de tôles laminées à froid, galvanisées et peintes, destinées aux industries de l'électroménager et de l'automobile. Lors de cette visite, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, accompagné du wali d'Oran, a insisté sur la nécessité d'achever cette extension dans les plus brefs délais, soulignant que la satisfaction des besoins du marché national demeure une priorité, l'exportation venant en second lieu. Dans le même contexte, le membre du Conseil d'Administration du complexe Tosyali a affirmé que ces investissements, qui reposent sur des technologies de pointe, permettront de produire un acier de haute qualité et à forte valeur ajoutée, contribuant ainsi à la réduction des importations et au renforcement des exportations nationales. Il a également annoncé que les unités de production de tôles laminées à froid entreront en exploitation à partir du mois de septembre prochain, saluant le suivi rigoureux accordé par les pouvoirs publics au dossier de l'exportation.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les opérateurs économiques invités à finaliser les procédures d’importation des intrants de production

Les opérateurs économiques ayant déposé leurs programmes prévisionnels d'importation de matières premières, d'intrants et d'équipements destinés à la production au titre du premier trimestre de 2026, sont invités à finaliser les procédures restantes, indique, lundi, un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

"Les opérateurs économiques ayant déposé leurs programmes prévisionnels dans le cadre de la gestion et/ou de l'équipement, au titre du premier semestre de 2026, et qui ont été visés par les services du ministère, sont invités à vérifier, via leurs comptes sur la plateforme numérique, que la situation de leurs dossiers a bien été traitée par les services du ministère, à travers l'apparition de la mention +Traité+ dans la rubrique relative à l'état de traitement", note le communiqué.

Ainsi, les opérateurs concernés doivent se rapprocher de la banque de leur choix afin de finaliser les procédures de domiciliation bancaire, selon la même source.

ESPAGNE

Le géant énergétique Endesa victime d’une cyberattaque

Le fournisseur d'énergie espagnol Endesa a annoncé lundi avoir été victime d'une cyberattaque ayant compromis la confidentialité de certaines données de ses clients, tout en précisant n'avoir à ce stade aucun élément indiquant une utilisation frauduleuse de ces informations.

L'entreprise a indiqué dans un message adressé à ses clients et publié sur son site internet avoir "constaté un accès non autorisé et illégitime à certaines données personnelles (des) clients, liées à leurs contrats énergétiques".

Selon les premiers éléments de cette enquête, "l'auteur de cette intrusion (...) pourrait avoir exfiltré des données d'identification de base, des coordonnées, des numéros de carte d'identité, ainsi que des données relatives à votre contrat avec Endesa et possiblement vos informations de paiement (IBAN)", a expliqué l'entreprise à ses clients.

Endesa a également dit avoir "activé" des "protocoles et procédures de sécurité" au moment de la découverte de l'attaque informatique, puis notifié l'Agence espagnole de protection des données (AEPD).

A ce stade, "aucun élément ne permet de conclure à une utilisation frauduleuse des données concernées par l'incident", a toutefois affirmé le fournisseur d'énergie qui revendique plus de 10 millions de clients en Espagne et au Portugal.

MAINTENANCE DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE DANS LES WILAYAS DU SUD

Sonelgaz lance une opération anticipative

Le groupe Sonelgaz a lancé une vaste opération anticipative de maintenance et de soutien du réseau électrique isolé dans les wilayas du Sud, afin de garantir la continuité et la qualité du service, indique, lundi, un communiqué du Groupe. À cet effet, un convoi composé d'équipes techniques relevant de neuf directions de distribution, s'est ébranlé, samedi dernier, de la direction de Sétif vers les wilayas du Sud, afin de réali-

ser des opérations de maintenance et de soutien du réseau électrique. Le convoi comprend des équipes techniques relevant des directions de distribution de Skikda, Sétif, Souk Ahras, Tébessa, Oum El-Bouaghi, Mila, Annaba, Bejaia et Batna, composée chacune de 10 agents de différentes spécialités, selon la même source, précisant que 27 véhicules ont été mobilisés pour cette opération, dont 18 véhicules 4x4 et 9 camionnettes.

Au cours de cette opération, qui s'étalera sur 15 jours, il est prévu la réalisation de divers travaux de maintenance du réseau électrique, notamment les réseaux à moyenne et basse tension, les lignes 30 kV, les transformateurs électriques et l'ensemble des installations électriques, et ce, au niveau des wilayas d'Ouargla (Daira frontalière d'El-Borma), El-Meniaa, Djanet, Illizi, Tamanrasset et In Guezzam, note le communiqué de Sonelgaz.

MARCHÉS DES PRODUITS AGRICOLES

Les récoltes mondiales de blé, soja et maïs attendues en hausse, les cours décrochent

Le ministère américain de l'Agriculture (USDA) a surpris les marchés lundi en révisant à la hausse ses perspectives de production mondiale de blé, soja et maïs, entraînant un décrochage des cours dans la foulée.

Dans son rapport de janvier sur l'état de l'offre et de la demande dans le monde (rapport mensuel Wasde), le ministère américain table désormais sur environ 1,30 milliard de tonnes de maïs pour la campagne 2025-2026, soit 65 millions de tonnes de plus que les années précédentes.

Conséquence immédiate: à la Bourse de Chicago, le cours de la céréale chutait de 5,50% vers 19H00 GMT à 4,21 dollars le boisseau (27 kg), un plus bas depuis fin novembre.

La hausse de production du grain jaune à l'échelle mondiale a notamment été portée par les Etats-Unis, où l'USDA s'attend à des

surfaces cultivées encore plus importantes. Autres révisions d'ampleur: l'USDA a réévalué ses estimations de production de blé (+4,4 millions de tonnes environ par rapport à décembre) et de soja (+3,1 millions de tonnes). En blé, l'augmentation découle principalement de l'Argentine et de la Rus-

sie. Avec une consommation américaine moindre - le maïs à bas prix ayant remplacé le blé chez certains éleveurs -, les stocks de fin de campagne augmentent aux Etats-Unis. A Chicago, les prix du blé et du soja baissaient respectivement de 1,45% à 5,09 dollars et de 1,31% à 10,34 dollars.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 13 جانفي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Janvier 2026

Produits		Prix du détail ¹ أسعارالتجزئة ¹ DA / Kg دج / كلف			المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	72	81	63	البطاطا
	Tomate	111	128	93	الطماطم
	Oignon sec	69	77	61	البصل الجاف
	Ail sec	776	844	709	الثوم الجاف
	Carotte	95	107	82	الجزر
	Navet	106	118	94	اللفت
	Choux fleur	80	92	69	قرنبيط
	Choux	87	98	76	الكرنب
	Courgette	167	182	151	الكوسة
	Haricot vert	392	420	364	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	150	164	136	الخس
	Clémentine	191	230	153	كليمونتين
	Mandarine	170	202	137	المندرين
	Orange	155	188	121	البرتقال
	Citron	147	171	123	الليمون
	Pomme locale	388	469	308	التفاح المحلي
	Datte	495	633	358	التمر
	Banane	480	501	455	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1905	2058	1753	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	334	347	322	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	22	19	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	330,00	NC	0,00	2,44	-20,92	5,82	10,61	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	NC	0,00	0,60	-0,14	9,07	5,52	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,50	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,01	1,55	10,97	5,43	9006	20 713 800,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-8,35	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,43	3,97	5,00	0	0,00

MONNAIE

Le dollar en recul

Le dollar est à la peine lundi, miné par des inquiétudes sur l'indépendance de la Réserve fédérale américaine (Fed) après des menaces judiciaires de la Maison Blanche, poussant l'or et l'argent à de nouveaux sommets.

Le président de la banque centrale américaine, Jerome Powell, a annoncé dimanche que l'institution était visée par une procédure du ministère de la Justice, pouvant aboutir à des poursuites pénales à son encontre. Cela s'inscrit, selon lui, dans le climat de pression exercé par Donald Trump sur l'institution, afin de la pousser à abaisser plus lourdement ses taux.

L'assouplissement monétaire d'une économie est de nature à plomber le cours de sa devise, qui devient alors moins attractive. Dans ce contexte, vers 20H00 GMT, le dollar perdait 0,30% face à la monnaie unique européenne, à 1,1673 dollar pour un euro, et 0,44% face à la devise britannique, à 1,3464 dollar pour une livre sterling.

D'autres valeurs refuges profitaient de ces incertitudes, à l'image du franc suisse, de l'or et de l'argent. Après avoir dépassé son plus haut historique dans la nuit, l'or a été propulsé lundi à un nouveau record, à plus de 4.630 dollars l'once. Vers 20H00 GMT, le métal jaune s'affichait en hausse de 2,29%. L'argent a aussi franchi un sommet lundi, à plus de 85 dollars l'once, et continuait dans la foulée de grimper, de 7,25%. Seul le yen s'affichait en baisse par rapport au billet vert (-0,16%).

AGRICULTURE

La feuille de route présidentielle, une réalité du terrain

La feuille de route tracée par le président de la République pour le secteur agricole à l’horizon 2026 suscite de nombreux débats parmi les experts. Mohamed Mokrane Nouad expert en agronomie a livré une lecture sans complaisance des orientations présidentielles, tout en mettant en lumière les défis structurels qui freinent encore la pleine relance de l’agriculture algérienne. Selon lui, le chef de l’État a pointé avec clarté plusieurs leviers stratégiques longtemps négligés, à commencer par le retour à la science et à l’expertise technique.

Par Réda Hadi

Invité de la chaîne 3, l’agronome l’expert salue une approche qu’il qualifie de « courageuse et lucide ». « On ne peut pas faire de l’agriculture sans agronomes, sans techniciens, sans vétérinaires », insiste-t-il, regrettant que nombre de compétences formées en Algérie soient aujourd’hui éloignées du terrain agricole. Précisant ses pensées, il soutient que la production céréalière figure au cœur des priorités présidentielles. Mais pour Mohamed Mokrane Nouad, l’enjeu n’est pas uniquement l’extension des superficies. « Augmenter les surfaces sans améliorer les rendements n’a aucun sens économique », affirme-t-il. L’expert plaide pour une agriculture fondée sur la rentabilité et la maîtrise des itinéraires techniques, rappelant qu’il vaut mieux produire 20 quintaux à l’hectare sur une surface maîtrisée que d’étendre les terres avec de faibles rendements. Cette logique suppose un encadrement rigoureux des filières, de l’amont à l’aval. Or, selon lui, les campagnes agricoles continuent d’être mal préparées. « Une campagne se prépare une année

à l’avance », rappelle-t-il, pointant les retards dans la mise à disposition des semences, des engrais et du matériel. Ce déficit d’anticipation révèle, selon l’expert, une faiblesse chronique dans l’organisation et la gouvernance des filières agricoles. Autre axe majeur de la feuille de route présidentielle : la révision de la loi d’orientation agricole. Pour Mohamed Mokrane Nouad, cette loi, censée projeter le secteur sur une décennie, est aujourd’hui dépassée. « Elle a largement excédé sa durée de validité et ne tient plus compte des mutations technologiques, organisationnelles et numériques », explique-t-il. La révision de ce cadre légal doit, selon lui, clarifier les choix de politique publique, moderniser les outils de production et renforcer la régulation étatique. L’objectif est de bâtir une agriculture économique viable, fondée sur des exploitations de taille suffisante. « Avec une moyenne de six hectares par exploitation, on ne peut ni mécaniser efficacement ni recruter des ingénieurs », souligne-t-il, plaçant pour un remembrement foncier permettant l’émergence de véritables unités de production. L’expert insiste également sur la nécessité

de redonner leur véritable rôle aux coopératives agricoles. Celles-ci doivent, selon lui, appartenir aux producteurs et fonctionner selon une logique économique, loin des schémas administratifs hérités du passé. « Une coopérative est une force lorsqu’elle facilite l’approvisionnement, la collecte et la distribution, laissant au producteur le soin de se concentrer sur la production », explique-t-il. Dans ce cadre, l’État doit pleinement assumer son rôle de régulateur, en assurant visibilité et stabilité aux acteurs du secteur. Sans une organisation claire des filières, avertit-il, les dispositifs existants resteront inefficaces et éloignés des réalités du terrain.

Viandes rouges : un potentiel ignoré

La relance de la production de viandes rouges constitue un autre chantier prioritaire. Mohamed Mokrane Nouad rappelle que l’Algérie dispose d’atouts agroécologiques exceptionnels, avec près de 30 millions d’hectares de parcours pastoraux. « Historiquement, l’Algérie exportait jusqu’à un million de têtes de bétail. Aujourd’hui, elle en importe autant », observe-t-il, y

voyant un symbole fort du déséquilibre actuel. Selon lui, la filière souffre d’un manque d’organisation et d’une mauvaise gestion des parcours. La dépendance excessive à l’orge subventionnée, utilisée comme aliment principal, a contribué à fragiliser l’élevage. « L’orge est un complément, pas une base alimentaire », précise-t-il, appelant à la revalorisation des parcours pastoraux et au développement des cultures fourragères. Enfin, l’expert revient sur l’urgence de moderniser la mécanisation agricole, notamment pour les céréales, le maïs et le tournesol. Là encore, il prône une approche coopérative, jugeant irréaliste que chaque agriculteur s’équipe individuellement de matériels coûteux utilisés quelques jours par an. Plus largement, Mohamed Mokrane Nouad appelle à une diversification des productions et des sources de protéines, afin de réduire la dépendance aux importations et de renforcer la sécurité alimentaire. « L’Algérie est un continent agricole. Elle dispose de ressources humaines, naturelles et génétiques considérables. Il faut désormais les mobiliser avec méthode, science et organisation », conclut-il.

5^e ÉDITION DU CONGRÈS INTERNATIONAL DE L’EXPLOITATION MINIÈRE À RIYAD

L’Algérie veut renforcer ses partenariats internationaux

Par Selma R.

La Secrétaire d’État auprès du Ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Mme Karima Bakir Tafer, participe à la cinquième édition du Congrès international de l’exploitation minière 2026, qui se tient du 13 au 15 janvier 2026 à Riyad, en Arabie Saoudite, indique un communiqué du ministre. Cet événement, placé sous le thème : « Les minerais... relever les défis pour une nouvelle ère de développement », rassemble les dirigeants du secteur minier, des décideurs politiques et des experts internationaux. Mme Bakir Tafer est accompagnée du Directeur du Comité de gestion de l’Agence des Services Géologiques d’Algérie (ASGA), M. Karim Mokhtar, ainsi que de plusieurs cadres du ministère. Ce congrès international, organisé sous le patronage du Roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud, constitue une plateforme de haut niveau réunissant les dirigeants du secteur, les ministres en charge des affaires minières, les décideurs et les experts de différents pays, afin d’examiner les perspectives de développement du secteur des minerais et de renforcer son rôle central dans le soutien à la transformation économique et à la réalisation du développe-

ment durable. La participation de l’Algérie à cet événement international s’inscrit dans le cadre de sa vision visant à promouvoir le secteur minier, à renforcer son intégration dans les chaînes de valeur mondiales et à intensifier la coopération et les partenariats internationaux, contribuant ainsi à la valorisation des ressources minières nationales et au soutien des objectifs de développement économique durable. Dans ce cadre, Mme la Secrétaire d’État chargée des Mines a participé aux travaux de la table ronde ministérielle présidée par le Ministre de l’Industrie et des Ressources minérales du Royaume d’Arabie Saoudite, MBandar bin Ibrahim Al-Khorayef, où les échanges ont porté sur les moyens de renforcer la coopération internationale dans les domaines de l’exploration et de l’exploitation des ressources minérales, du développement des chaînes de valeur et de la promotion des investissements responsables et durables dans ce secteur stratégique. Mme Karima Bakir Tafer a également pris part à la réunion ministérielle des pays membres de l’Organisation arabe pour le développement industriel, la normalisation et les mines (AIDSMO), consacrée à l’examen des mécanismes d’harmonisation

des efforts arabes, au renforcement de l’intégration régionale dans les domaines de l’industrie et des mines, et au soutien des initiatives communes visant à réaliser le développement économique durable dans les pays arabes. L’édition de cette année du Congrès international de l’exploitation minière repose sur trois piliers stratégiques : le développement de modèles de financement innovants pour les infrastructures minières, le renforcement des capacités dans les pays producteurs de minerais à travers la création de réseaux de centres d’excellence en géologie, innovation et durabilité, et enfin le renforcement de la transparence dans les chaînes d’approvisionnement et de production. Le congrès connaît une participation étendue, avec plus de 100 pays et environ 50 organisations internationales, ainsi que des institutions financières et de grandes entreprises minières. Il devrait également aboutir à la signature d’un nombre significatif de mémorandums d’entente et d’accords stratégiques, reflétant l’importance croissante du secteur des minerais dans les transformations économiques et énergétiques mondiales.

UNE TABLE RONDE SERA ORGANISÉE PAR « CLUB ENERGY » LE 31 JANVIER À ALGER Les applications de l’IA dans l’énergie et l’économie en débat

Par M. A.

L’intelligence artificielle s’impose aujourd’hui comme un levier stratégique majeur pour les économies émergentes, en particulier dans les secteurs à forte intensité technologique tels que l’énergie, l’industrie et l’agriculture. C’est dans ce contexte que l’Association nationale « Club Energy » organisera, le samedi 31 janvier 2026 à Alger, une table ronde de haut niveau consacrée à la genèse et aux applications de l’intelligence artificielle dans l’énergie et l’économie en général, avec un focus particulier sur le cas de l’Algérie. Cette rencontre ambitionne de fournir aux décideurs, experts, universitaires et acteurs économiques une vision à la fois stratégique et opérationnelle de l’intelligence artificielle. L’objectif est clair : comprendre d’où vient l’IA, où elle va, et surtout comment l’Algérie peut s’approprier cette révolution technologique dans un environnement marqué par des contraintes de ressources, de compétences et d’infrastructures. Les travaux de cette table ronde seront animés par trois experts de renommée internationale, issus du monde académique et industriel. Le professeur Yousef Saad, enseignant distingué à l’université du Minnesota et lauréat du prestigieux prix John-von-Neumann, reviendra sur l’évolution historique de l’intelligence artificielle, depuis ses origines symboliques jusqu’à l’essor actuel de l’IA générative. Son intervention mettra en lumière des cas concrets d’applications industrielles, notamment dans le secteur de l’énergie, allant de l’assistance à la recherche à la maintenance et à l’optimisation des chaînes d’approvisionnement. De son côté, le docteur Abderrahmane Seridji, expert praticien en intelligence artificielle appliquée aux secteurs productifs, abordera la trajectoire de l’IA et sa chaîne de valeur dans l’industrie et l’énergie. Son analyse portera plus particulièrement sur les défis spécifiques auxquels font face les pays émergents, tels que la pénurie de talents, la dépendance technologique ou encore le manque d’infrastructures de calcul, tout en proposant une feuille de route pragmatique pour faire de l’IA un outil stratégique de développement industriel et énergétique en Algérie. La troisième contribution sera assurée par le docteur Ali Kahlane, expert international en technologies de l’information et acteur reconnu de l’écosystème numérique algérien. Il dressera un état des lieux de la digitalisation et de l’intelligence artificielle en Algérie, en mettant en évidence les acquis réalisés, les initiatives engagées par les pouvoirs publics et les défis à relever pour consolider un véritable écosystème national de l’IA, capable de soutenir des secteurs clés comme l’énergie, l’industrie, l’agriculture et la santé. Les échanges seront présidés et modérés par le docteur Mustapha Mekideche, président de la Commission scientifique, technique et économique du Club Energy, qui animera également un débat interactif avec les participants. Ce débat verra à dégager des éléments de convergence permettant d’identifier des pistes concrètes de projets à fort impact, notamment en matière de gouvernance des données, de priorisation des cas d’usage et de partenariats public-privé autour de l’intelligence artificielle.

BLIDA

Plus de 200 acteurs environnementaux formés en 2025

Près de 200 acteurs du domaine de l'environnement, issus de différentes wilayas du pays, ont soumis, en 2025, des programmes de formation intensive assurés par la Maison de l'environnement de la wilaya de Blida, à-on informé auprès de cette structure.

La directrice de la Maison de l'environnement, Aïcha Fernane, a indiqué à l'APS que ces formations avaient ciblé différents intervenants du secteur et ont porté notamment sur la gestion environnementale, la gestion des déchets et la prévention des risques, traduisant ainsi l'intérêt croissant accordé à l'amélioration des performances environnementales et au respect des normes en vigueur.

Dans ce cadre, elle a souligné que la Maison de l'environnement se positionnait comme "un pôle de formation par excellence", en accueillant des sessions de formation au bénéfice de plus de 150 bureaux d'études à l'échelle nationale, favorisant ainsi l'échange d'expertises et l'harmonisation des pratiques.

Des sessions de formation intensive ont également été organisées au profit de 16 délégués de l'environnement et de 26 participants spécialisés dans la gestion des déchets spéciaux et dangereux. Des formations techniques ont également concerné 18 établissements industriels de la wilaya, axés sur la sécurité et la prévention des risques professionnels, notamment le stockage des produits chimiques, les premiers secours et la lutte contre les incendies. D'autres sessions ont été dédiées aux autorisations de transport des déchets spéciaux et dangereux, en vue de renforcer la conformité à la réglementation régissant le secteur.

Pour cette année 2026, la même structure prévoit la poursuite de ce programme de formation au profit des acteurs du secteur de l'environnement et des établissements économiques, afin de soutenir les efforts de développement durable aux niveaux local et national et de renforcer la sécurité industrielle, a informé Mme Fernane.

GHARDAÏA

Divers projets concrétisés en 2025 dans la daïra de Dhaya Ben-Dahoua

Une série d'opérations de développement, tous secteurs confondus, ont été concrétisées durant l'année 2025 dans la daïra de Dhaya Ben-Dahoua, wilaya de Ghardaïa, dans de mais de booster le développement local et consolider le cadre de vie du citoyen, à-on informé des services de la daïra.

Cette collectivité s'est vue accorder des projets de réalisation de canalisations d'évacuation des eaux pluviales sur 1,2 km, le revêtement du stade de proximité au quartier Chaâba El-Hamra d'une pelouse synthétique, l'ouverture d'un (1) km de routes au quartier Arguedane, et l'extension du réseau d'eau potable sur un (1) km dans les quartiers de Mekacem, Boubrik, Charkiya et Arguedane. Les quartiers Arguedane et Charkiya ont également bénéficié d'une opération d'aménagement urbain, a ajouté le chef de la daïra, Mohamed Nadji. D'autres opérations de développement ont été réalisées dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales au profit des localités rurales et zones d'ombre de la daïra,

en vue de répondre aux attentes de la population locale. S'agissant des Travaux publics, la daïra s'est vue accorder un projet de route dépendante, sur plus de 1,1 km, l'entrée de la daïra, depuis le quartier Boubrik au lotissement 209, et d'une autre d'un (1) km au quartier Chaâbet-Afari en allant vers la mosquée Othmane Ben-Affane, et l'aménagement d'une (1) voie urbaine au centre de ville. Le secteur des ressources en eau a vu son réseau étendu et rénové sur deux (2) km à travers les cités et quartiers de Mekacem, El-Arich, El-Wassaâ, 20 août et Dhaher, ainsi que la rénovation et l'extension, sur 150 m, du réseau d'assainissement aux quartiers Boubrik et Chaâba El-Hamra. Dhaya Ben-Dahoua a été renforcé, dans le domaine énergétique, de projets de

rénovation et d'extension du réseau d'éclairage public des cités Boubrik et Chaâba El-Hamra, El-Wassaâ, avec l'installation de plus de 202 lampadaires. A ces opérations s'ajoutent l'extension du réseau d'électricité sur plus de 1,3 km pour le raccordement de 30 foyers, ainsi que l'extension, sur 900 m, du réseau du gaz naturel au profit de 20 foyers au niveau des quartiers de Dhaya Ben-Dahoua. L'extension des chambres froides de l'abattoir communal au quartier Arguedane ainsi que l'aménagement de deux salles de soins au quartier Boubrik et Charkiya, font partie des opérations concrétisées l'année dernière dans le mais de prendre en charge les préoccupations des populations locales et d'améliorer le service public.

FORMATION PROFESSIONNELLE À DJELFA

Une offre de 5.300 places pédagogiques pour la session de février

La direction de la formation et de l'enseignement professionnels de Djelfa assurera une offre globale de 5.329 places pédagogiques à la rentrée professionnelle de la session de février prochain, à-on informé, dimanche, auprès de cet organisme. Ces nouveaux lieux pédagogiques sont répartis entre différentes spécialités et modes de formation pro-

posés par le secteur, notamment la formation par apprentissage, la formation résidentielle et qualifiante, la formation en cours du soir, en plus des formations dédiées aux zones rurales et aux femmes au foyer, selon la même source. Dans le cadre des préparatifs visant à assurer la réussite des inscriptions pour cette session, 1.785

places pédagogiques ont été, en outre, réservées aux bénéficiaires de l'allocation chômage, ainsi que 890 autres places au profit des détenus des établissements pénitentiaires. A noter que le secteur de la formation professionnelle à Djelfa enregistre la réalisation de plusieurs projets portant sur l'extension du parc d'infrastructures à travers la

création de nouveaux centres et instituts, dans le cadre du programme complémentaire de développement doté de plus de sept (7) milliards de DA. Ces acquis permettront, à leur réception, d'assurer une capacité d'accueil supplémentaire prévue à près de 3.400 places pédagogiques, selon la même source.

ILLIZI

Plus de 60 exposants au 2^e Salon régional de la femme targuie

Plus de 60 exposants, issus des wilayas d'Illizi, Tamanrasset et Djanet, prennent part à la deuxième édition du Salon régional de la femme targuie, ouvert lundi soir à la Maison de la Culture Othmani Bali à Illizi. Le Salon a pour objectif de valoriser le rang de la femme au sein de la société targuie, ainsi que son apport à la préservation de la co-

hésion du tissu social et la sauvegarde de la composante identitaire, à travers son rôle de dépositaire du patrimoine culturel matériel et immatériel ancestral local, a indiqué le directeur de la Maison de la Culture, Ahmed Mellouki. Cette manifestation culturelle (12-14 janvier), placée sous le slogan "La femme targuie, reine des sables et voix du Sahara",

est inscrite dans le cadre de la promotion de la créativité féminine dans le domaine de l'artisanat, tel que l'habit et la bijouterie traditionnels, et la valorisation des symboles véhiculés à travers cet art et reflétant leur particularité et la profondeur civilisationnelle de la région, a-t-il ajouté. Le programme du Salon comporte aussi une projection documentaire

sur la femme targuie, des expositions d'art culinaire traditionnel, des animations folkloriques dans les genres "Illioune", "Tindi" et "Imzad", ainsi que des joutes poétiques et des interprétations musicales. Une remise de prix aux meilleurs participants couronnera cette manifestation culturelle, en signe d'encouragement de la créativité féminine et

de la valorisation du patrimoine culturel local. La tenue de ce Salon, qui coïncide avec la célébration du nouvel an amazigh "Yennayer 2976", entre dans le cadre des efforts tendant à la promotion du patrimoine national et la valorisation du rôle de la femme dans le développement socioculturel, notamment dans le Grand Sud.

EL-OUED

20 opérations chirurgicales délicates en gynécologie-obstétrique effectuées dans le cadre d'un jumelage

Pas moins de 20 interventions chirurgicales délicates, en gynécologie-obstétrique, ont été réalisées cette semaine dans la wilaya d'El-Oued, dans le cadre du jumelage entre l'établissement hospitalier spécialisé Mère-enfant « EHS-Bachir Bennacer » (El-Oued) et le Centre hospitalo-universitaire « CHU-Ibn-Rochd » (Annaba). Ces interventions ont été réalisées sur des patientes, d'El-Oued et de wilayas

voisines, présentant des maladies au niveau de l'appareil génital, du col de l'utérus notamment, source de retardement de la procréation et de perturbations de la grossesse, en plus de cas cancéreux, a expliqué le directeur de l'EHS-Bachir Bennacer, Zakaria Nebouaâ. Ces opérations ont été effectuées trois jours durant par un personnel composé de six (6) gynéco-obstétriciens et des anesthésistes-réanimateurs, et

d'un corps paramédical, sous la conduite du Pr. Guellati Wafa, chef de service gynécologie-obstétrique au CHU-Ibn Rochd. Pas moins de 52 femmes ont, à cette occasion, bénéficié de consultations médicales spécialisées, en vue de déterminer la prise en charge chirurgicale, le cas échéant, notamment celle atteinte de tumeur cancéreuse. Ces journées médicales ont donné lieu également à l'animation par le Pr.

Guellati Wafa d'une session de formation en direction du corps médical et paramédical local, en vue d'assurer leur perfectionnement dans le domaine. L'EHS Mère-Enfant Bachir Bennacer a établi pour l'année 2026 un programme médical préliminaire prévoyant plus d'une quinzaine de jumelages médico-chirurgicaux.

LE « COROLLAIRE » TRUMP

L'impérialisme américain en Amérique latine, de la doctrine Monroe à Maduro

Au cours des derniers mois, l'administration Trump a intensifié la campagne menée depuis des décennies contre le gouvernement et le peuple vénézuéliens. Les menaces renouvelées et intensifiées pour obtenir un changement de régime, justifiées par des allégations fausses ou exagérées selon lesquelles Nicolás Maduro, son président, dirigerait un narco-terrorisme contre les États-Unis, servent de prétexte bien pratique pour une intervention plus intense et plus directe.

1^{ère} partie

Par Eric Ross (*)

Une récente vague d'exécutions extrajudiciaires en mer, la directive donnée à la CIA de lancer des opérations secrètes au sein du Venezuela, l'afflux de troupes américaines dans les Caraïbes, la réouverture d'une base navale fermée depuis longtemps à Porto Rico et le déploiement du porte-avions USS Gerald Ford dans la région constituent des évolutions spectaculaires mais pas surprenantes. Il ne s'agit là que de la manifestation la plus récente d'un projet idéologique par lequel Washington cherche depuis longtemps à façonner l'hémisphère de manière à renforcer davantage la puissance américaine et à protéger les profits des multinationales occidentales.

Cette politique officiellement déclarée date au moins de 1823, année de la doctrine Monroe, lorsque les États-Unis ont unilatéralement revendiqué l'Amérique latine comme leur sphère d'influence exclusive. Sa résurgence aujourd'hui est incontestable et clairement dangereuse. Comme l'a déclaré le secrétaire à la Défense Pete Hegseth, reprenant les termes de cette politique vieille de deux siècles, « l'hémisphère occidental est la banlieue de l'Amérique, et nous le protégeons. »

Les résultats de cette doctrine sont évidents depuis longtemps : des profits immenses pour quelques-uns et de la violence, des renversements politiques, des bouleversements sociaux et une destruction économique pour le plus grand nombre. Si les aspirations impériales de Washington dans l'hémisphère se heurtent depuis longtemps à des mouvements remettant en cause la domination américaine, ceux-ci ont été maintes fois contraints de revenir à la position de subordination qui leur est assignée dans un ordre capitaliste mondial conçu pour profiter à leur « si bon voisin. »

Ce n'est pas un hasard si, au milieu des années 1970, l'Amérique latine a été transformée en un hémisphère dominé par des régimes autoritaires de droite soutenus par les États-Unis. Des régions entières, comme le Cône Sud [Le Cône Sud est une expression apparue dans les années 1960 et qui désigne la zone d'Amérique du Sud la plus australe du continent. Située au sud du tropique du Capricorne, elle forme un grand triangle, quasiment comme une grande péninsule, NdT], sont devenues des laboratoires d'expérimentation de la répression, tels l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay formant un bloc coordonné de juntas militaires. Avec le soutien direct de Washington, ces régimes ont supervisé ce qui allait être connu sous le nom d'Opération Condor, instaurant un réseau transnational de terreur d'État. Les conséquences en ont été catastrophiques : 50 000 personnes tuées, des dizaines de milliers « disparues » et des centaines de milliers torturées et emprisonnées pour le crime présumé de sympathies réelles ou supposées avec la



gauche.

Au cours de cette période initiale, le Venezuela avait dans une large mesure échappé aux excès brutaux de l'interventionnisme direct des États-Unis dans la région (en partie grâce au régime répressif des hommes forts successifs soutenus par les États-Unis, Juan Vicente Gómez et Marcos Pérez Jiménez). Cela a changé en 1998, lorsque Hugo Chávez, le prédécesseur bien plus populaire de Maduro, est devenu président et a mené une politique de souveraineté populaire et de protectionnisme des ressources afin de garantir que les vastes réserves pétrolières du pays (les plus importantes au monde) servent les intérêts des Vénézuéliens plutôt que d'être détournées pour enrichir des sociétés étrangères. Dès lors, le Venezuela est devenu la cible la plus récente des tentatives de Washington pour affaiblir, mettre au pas et finalement neutraliser les gouvernements progressistes « gênants » partout en Amérique latine.

Pour bien comprendre la guerre que mène actuellement Washington dans la région, il est nécessaire de revenir sur les épisodes antérieurs au cours desquels les États-Unis sont intervenus, de manière violente et antidémocratique, pour façonner le destin politique des pays de l'hémisphère. Trois cas sont particulièrement instructifs : Cuba, le Guatemala et le Chili. Ensemble, ils mettent en lumière le long parcours de l'impérialisme américain en Amérique latine et expliquent clairement les dangers de la confrontation actuelle.

La montée du Plattisme à Cuba

Cuba a longtemps été le joyau de la couronne dans l'imaginaire impérialiste de Washington. Dès 1823, les élites politiques

américaines considéraient l'île comme essentielle pour l'avenir des États-Unis. Le président John Quincy Adams, par exemple, décrivait Cuba, alors colonie espagnole, comme « indispensable » aux « intérêts politiques et commerciaux » du pays. Il notait de manière inquiétante que si l'île était « séparée de force de son lien contre nature avec l'Espagne et incapable de subvenir à ses propres besoins », elle ne pourrait « que graviter vers l'Union nord-américaine. » Thomas Jefferson affirmait de la même manière que posséder Cuba était « exactement ce qui manquait pour compléter notre puissance en tant que nation. » Dans le même ordre d'idée, au cours des années 1840 et 1850, les présidents Polk et Pierce ont cherché à acheter Cuba à l'Espagne, mais leurs propositions ont été rejetées à plusieurs reprises. Ces tentatives se sont déroulées pendant une période d'expansionnisme territorial rapide des États-Unis, marquant une époque où Washington considérait la conquête continentale tout à la fois comme une « destinée providentielle » et un impératif politique et économique. Lorsque des mécanismes officiellement légaux tels que l'achat de terres pouvaient être mis en oeuvre, ils étaient adoptés. Lorsque la force militaire offrait un moyen plus rapide d'acquérir des territoires, comme dans le cas de la guerre d'agression qui a dépouillé le Mexique de la moitié de son territoire et a placé ce qui est devenu le sud-ouest américain sous le contrôle des États-Unis en 1848, elle était utilisée sans hésitation.

L'occasion de réaliser des ambitions de longue date à Cuba et de faire des États-Unis un empire outre-mer s'est présentée avec la guerre hispano-américaine de 1898. Au cours de ce conflit, Washington est intervenu dans les soulèvements anticoloniaux

listes, depuis Porto Rico jusqu'aux Philippines, non pas pour défendre une vraie libération, mais pour s'assurer que toute « indépendance » ultérieure serait subordonnée aux intérêts stratégiques et économiques des États-Unis. Il en est résulté un ordre politique délibérément conçu pour maintenir Cuba fermement soumise aux priorités et au pouvoir des États-Unis.

Ce principe devait être codifié dans l'amendement Platt de 1901, qui annulait de fait les garanties antérieures données par Washington concernant la souveraineté cubaine et accordait à Washington le droit d'établir des bases militaires (dont celle de Guantánamo), un contrôle substantiel sur le Trésor cubain et la possibilité d'intervenir chaque fois que les États-Unis le jugeraient nécessaire pour préserver leur conception arbitraire de ce qui constituait « l'indépendance cubaine » ou pour défendre « la vie, la propriété et la liberté individuelle. »

Dans la pratique, Cuba est sortie de la guerre en tant que protectorat dépendant, et non en tant que nation souveraine. Ce modèle a rapidement été codifié pour l'ensemble de l'hémisphère avec le « Corollaire Roosevelt » à la doctrine Monroe publié en 1904, lequel accordait aux États-Unis un mandat auto-proclamé pour maintenir « l'ordre » dans la région.

À Cuba, cet arrangement a servi les intérêts de Washington pendant des décennies. En 1959, à la veille de la révolution cubaine, les entreprises américaines contrôlaient 90 % du commerce de l'île, 90 % de ses services publics, 75 % de ses terres arables et 40 % de son industrie sucrière. Dans le même temps, la grande majorité des Cubains se retrouvaient sans terre, privés de leurs droits et enlisés dans la pauvreté.

En creusant des inégalités abyssales, l'impérialisme de Washington a rendu Cuba mûre pour la révolution. En 1959, après des années d'exil, Fidel Castro est revenu sur l'île soutenu par une population enthousiaste, et a lancé une lutte armée après avoir tenté de se présenter aux élections de 1952, lesquelles avaient été annulées par le dirigeant cubain Fulgencio Batista, soutenu par Washington. Plutôt que de s'attaquer aux politiques qui avaient conduit à la révolution, les responsables américains ont décidé de faire de Castro un exemple, menant une campagne obsessionnelle pour saper son gouvernement révolutionnaire et punir une population dont le soutien avait rendu son ascension possible.

Washington a tout tenté, allant des invasions désastreuses aux assassinats, en passant par des complots qui, en octobre 1962, ont amené le monde au bord d'un holocauste nucléaire.

(A suivre)

(*) Militant organisateur, éducateur et docteur au département d'histoire de l'université du Massachusetts à Amherst.
Source : TomDispatch
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

EGYPTE

1,8 milliard USD pour des projets énergétiques

Le 11 janvier 2026, l'Égypte a annoncé la signature d'accords d'une valeur totale de 1,8 milliard de dollars pour le développement de projets d'énergies renouvelables. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la transition énergétique du pays, avec des partenariats stratégiques avec des entreprises internationales, comme Scatec et Sungrow, pour renforcer la production d'énergie verte. Cependant, les autorités soulignent que atteindre leurs objectifs ambitieux pourrait dépendre d'un soutien international accru, notamment en termes d'investissements étrangers et de transferts de technologie.

« Passer aux énergies renouvelables a été très bénéfique pour nous, car nous utilisons beaucoup de diesel et cela était très coûteux. Maintenant, nous dépendons de l'énergie solaire jusqu'au coucher du soleil. » L'Égypte vise à produire 42% de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2030. Le premier projet majeur de ces accords concerne la construction d'une centrale solaire à Minya, en Haute-Égypte, pilotée par Scatec. D'une capacité de 1,7 gigawatts, cette centrale sera couplée à des systèmes de stockage par batteries de 4 gigawattheures, assurant une gestion optimisée de l'énergie, notamment lors de périodes de faible ensoleillement. Le deuxième projet phare implique la création, en partenariat avec Sungrow, d'une usine de fabrication de batteries de stockage d'énergie dans la zone économique spéciale du canal de Suez. « En Égypte, il y a beaucoup d'entreprises spécialisées dans l'énergie solaire, donc les services et la maintenance que nous recevons des ressources renouvelables sont pratiques à utiliser. »

Ces projets visant à améliorer l'efficacité énergétique, réduire les émissions de gaz à effet de serre et attirer des investissements dans des technologies durables, l'Égypte à terme, espère non seulement réduire sa dépendance au pétrole et au gaz, mais également devenir un hub régional pour les énergies renouvelables, en exportant de l'électricité verte vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

TUNISIE

Une initiative inédite pour la maîtrise d'énergie

La Tunisie consomme aujourd'hui beaucoup plus d'énergie qu'il y a quelques décennies, et ses émissions de gaz à effet de serre ont suivi la même courbe.

Derrière cette hausse se joue une transformation profonde : une économie qui croît, une population qui s'urbanise, mais aussi des efforts réels pour mieux maîtriser l'usage de l'énergie. Entre développement et urgence climatique, le pays avance sur une trajectoire ascendante, cherchant l'équilibre entre croissance et durabilité.

Une initiative louable

C'est dans ce contexte que la Société Nationale de Distribution des Pétroles (SNDP) se présente comme une entreprise de premier plan ayant pour mission la commercialisation des produits pétroliers et de leurs dérivés sous le label Agil Energy. Elle fait partie des grandes entreprises publiques tunisiennes qui, d'un côté, par leur dynamisme et la diversité de leurs activités, soutiennent l'économie nationale et d'un autre côté, contribue pleinement aux efforts de la transition énergétique. Par ailleurs, le rôle de cette entreprise dans la maîtrise de l'énergie est double :

d'une part, assurer l'approvisionnement national en hydrocarbures, et d'autre part, s'intégrer dans la stratégie énergétique nationale axée sur la diversification et l'efficacité, en intégrant des projets d'envergure, tout en répondant aux défis de la demande croissante. Dans cette logique, le Président-directeur général de la SNDP, Khaled Bettine, a annoncé la mise en place prochaine d'une nouvelle bouteille de gaz de 14 kg, destinée aux industriels à un prix différent, tout en maintenant la bouteille de 13 kg subventionnée pour les familles.

Amélioration des moyens de production

Ceci confirme l'importance des efforts de l'entreprise pour la maîtrise de la consommation du gaz de pétrole liquéfié (GPL) en Tunisie, souvent liée au gaz naturel (GN), en mettant en avant une meilleure gestion de la demande résidentielle et industrielle. L'initiative de la SNDP vise à optimiser les usages finaux, notamment via l'efficacité énergétique. Sous cet angle, Bettine a souligné que la saison actuelle bénéficie d'une amélioration

des moyens de production, avec le redémarrage de certaines lignes hors service, la préparation des agents, et l'augmentation du rythme de remplissage dans les centres de Rades et Gabès, avec la contribution de deux sociétés privées. Il est à noter que selon une enquête de la STEG sur « la consommation de l'énergie dans les ménages et le secteur des services en Tunisie », le GPL reste la plus grande source d'énergie pour la famille tunisienne avec un taux de 43%, suivi par l'électricité (32%) puis le gaz naturel (24%).

Globalement, les secteurs industriels, des transports et résidentiels sont les principaux consommateurs d'énergie. Ils contribuent le plus à la hausse de la consommation globale. Parallèlement, les émissions de gaz à effet de serre liés à l'énergie augmentent, quoique de manière modérée comparée aux pays industrialisés. La population urbaine représente désormais 65% des habitants, accentuant les besoins énergétiques liés à la vie quotidienne.

BANQUE CENTRALE D'EGYPTE

Les réserves internationales ont grimpé de 236 millions de dollars entre novembre et décembre 2025

Selon la Banque centrale, les réserves ont atteint 51,4 milliards de dollars en décembre dernier, contre 50,2 milliards de dollars en novembre. De plus, les réserves d'or comprises dans les réserves internationales ont progressé d'environ 914 millions de dollars en décembre, pour s'établir à 18,17 milliards de dollars. Les réserves internationales se sont élevées à 51,4 milliards de dollars en décembre dernier, contre 50,2 milliards de dollars

en novembre, soit une hausse de 236 millions de dollars, a annoncé la Banque Centrale d'Egypte (BCE) mardi 6 janvier. Dans le même contexte, la BCE a révélé que les réserves d'or comprises dans les réserves de change ont progressé d'environ 914 millions de dollars en décembre, pour s'établir à 18,17 milliards de dollars. Les réserves monétaires de l'Egypte sont formées d'un panier de devises internationales composé principalement de dollars, euros, livres sterling, yen

japonais et yuan chinois. A savoir que pour le troisième mois consécutif, les réserves se maintiennent au-dessus du seuil des 50 milliards de dollars, marquant ainsi leur 40e mois de progression ininterrompue. Cette dynamique est soutenue par plusieurs facteurs. Tout d'abord, les recettes du Canal de Suez ont enregistré une forte progression en cette fin d'année 2025, s'élevant à 1,97 milliard de dollars sur la période de juillet à décembre, soit une hausse de 17,5 % par

rapport à 2024. Ensuite, cette performance s'explique par le retour à la stabilité en mer Rouge et l'augmentation du trafic maritime. Davantage, l'Egypte a encaissé un premier versement de 3,5 milliards de dollars mardi 30 décembre dans le cadre d'un vaste accord d'investissement dédié à l'aménagement et au développement de la zone de Samla et Alam El-Roum, située sur la côte nord-ouest du pays, dans le nord de l'Egypte.

PONT SÉNÉGAL-MAURITANIE

Report à 2027 après évaluation des équipes

Le Premier ministre mauritanien, El Moctar Ould Djay, a annoncé à Dakar que la réception du pont de Rosso (Saint-Louis, nord), entre le Sénégal et la République islamique de Mauritanie, prévue à la fin de l'année 2026, est reportée à 2027. "Il était prévu que cette infrastructure soit réceptionnée en fin 2026 mais, les évaluations qui ont été faites par les équipes [des deux pays] nous disent que ça peut être plus tard, en 2027", a-t-il confié au cours d'une conférence

de presse conjointe à Dakar avec son homologue sénégalais Ousmane Sonko. Le chef du gouvernement mauritanien, en visite de deux jours à Dakar, a indiqué que des "instructions fermes ont été données aujourd'hui aux deux équipes de travailler ensemble et de mettre toute la pression possible sur l'entreprise en charge des travaux". El Moctar Ould Djay, tenant au "respect des engagements" de l'entrepreneur, invite les équipes des deux pays à

"travailler ensemble pour lever tous les obstacles de blocage identifiés pour aider à l'avancement de la finalisation de cette infrastructure". Il a mis en avant le rôle de cette infrastructure structurante pour la coopération entre les deux pays, non sans rappeler son importance dans la réalisation du corridor reliant l'Europe à l'Afrique de l'Ouest. Le pont de Rosso est une infrastructure stratégique pour la libre circulation des personnes et des biens entre le

Sénégal et la Mauritanie, mais aussi pour l'intégration régionale. Dans le communiqué conjoint publié à l'issue de la visite, les deux Premiers ministres ont invité les ministres en charge des infrastructures et des transports à œuvrer en relation avec les structures compétentes et les entreprises concernées à lever tous les éventuels obstacles en vue d'accélérer les travaux du pont de Rosso pour sa livraison dans les meilleurs délais.

PRODUITS LAITIERS

L'Ouganda amorce un positionnement sur le marché ouest-africain

L'Afrique de l'Ouest est le 2e importateur de produits laitiers du continent après l'Afrique du Nord. La dépendance structurelle de la sous-région aux importations représente une opportunité pour les exportateurs, surtout ceux qui bénéficient d'une proximité géographique.

L'Ouganda et le Nigeria ont conclu mi-décembre 2025 un accord de commercialisation sur les produits laitiers, selon des informations relayées par plusieurs médias locaux et internationaux qui détaillent qu'Abuja s'est engagée à acheter 200 000 tonnes de lait en poudre pour une valeur estimée à 1 milliard USD, en provenance du pays d'Afrique de l'Est. Globalement, il s'agit du deuxième fait documenté de commerce de produits laitiers entre l'Ouganda et l'Afrique de l'Ouest. Dans son rapport sur l'industrie laitière publié en mai 2025, le ministère ougandais des Finances soulignait que le pays a expédié en 2024/2025 pour près de 1,1 milliard de shillings (environ 305 000 USD) de pro-



duits laitiers vers le Mali, qui était alors, sur cette campagne de commercialisation, le seul pays ouest-africain à figurer sur sa liste des clients. Avant l'accord avec Abuja, Kampala avait aussi des vues sur le marché sénégalais. En 2023, le ministère de l'Agricul-

ture avait annoncé sa volonté de conclure un accord commercial avec Dakar, mais à ce jour rien de tel n'a encore été annoncé, à part une coopération technique évoquée en janvier 2025, suite à une rencontre à Kampala entre Mabouba Diagne, ministre sénégalais de

l'Agriculture, et Bright Rwamirama, son homologue en charge de l'Industrie animale dans le pays d'Afrique de l'Est. Les discussions entre les deux parties ont porté sur quatre axes stratégiques de coopération, notamment le développement des infrastructures de production laitière, la valorisation des systèmes coopératifs, les innovations technologiques dans l'élevage laitier et le soutien aux éleveurs pour une production durable et compétitive. Si Kampala espère toujours trouver un accord pour ses produits, Dakar entend s'inspirer de l'expertise ougandaise pour stimuler sa production locale et réduire la dépendance aux importations, qui représentent environ 50 % des besoins nationaux.

Complétant le Mali, l'accès au marché nigérian renforce la présence de l'Ouganda dans la sous-région ouest-africaine, qui affiche une dépendance structurelle aux importations de produits laitiers. La production de lait frais y était évaluée à 5,01 millions de tonnes en moyenne par an entre 2020 et 2024, d'après les données compilées par la FAO. Sur la même période, l'organisation onusienne indique que les pays de la région ont importé en moyenne 1,98 million t par an de produits laitiers (yaourt, beurre, fromage, lait concentré, crèmes, lait en poudre, etc.) en équivalent lait, ce qui en fait la 2e sous-région importatrice de produits laitiers du continent après l'Afrique du Nord.

TITRES PUBLICS

Les États de la Cémac visent près de 7 milliards \$ d'emprunts en 2026

Les ressources soutiendront les projets de développement des six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) que sont le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Tchad et la République centrafricaine, en vue de stimuler la reprise économique de la zone. Les États membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) prévoient de lever au total 3906,5 milliards fca (près de 7 milliards \$) sur le marché régional des titres publics de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), au cours de cette

année 2026, selon les programmes prévisionnels d'émission des différents pays. Destinée à financer les budgets nationaux et soutenir les politiques de développement des pays de la zone, cette enveloppe marque un repli par rapport aux 5272,8 milliards fca mobilisés entre janvier et octobre 2025, selon un rapport publié en décembre par la BEAC. Le Cameroun en tête des émissions Première économie de la sous-région, le Cameroun se positionne comme le principal émetteur pour l'exercice 2026. Il prévoit de mobiliser 1165 milliards fca, répartis entre 765 milliards en bons

du Trésor assimilables (BTA) et 400 milliards en obligations du Trésor assimilables (OTA). Il est suivi de près par le Gabon, dont le programme prévisionnel atteint 1046 milliards fca, dont 566 milliards en BTA et 480 milliards en OTA. Le calendrier gabonais se distingue par une régularité marquée des émissions tout au long de l'année. De son côté, le Congo ambitionne de lever 690 milliards fca, dont 285 milliards en BTA et 405 milliards en OTA. Le Tchad structure sa dette, la Guinée équatoriale privilégie le court terme. Le Tchad prévoit un programme d'émissions de 520

milliards fca, principalement constitué d'OTA à 2 et 3 ans, visant à structurer sa dette sur le moyen terme. À l'inverse, la Guinée équatoriale adopte une stratégie résolument orientée vers le court terme, avec des émissions prévues pour un total de 419 milliards en 2026. Son programme repose presque entièrement sur des BTA à 52 semaines, avec vingt opérations de cette maturité programmées sur l'année. La République centrafricaine, un programme plus modeste. Avec un programme total de 66,5 milliards fca, la République centrafricaine (RCA) présente le vo-

lume d'émissions le plus limité de la zone. En recul par rapport aux 95 milliards prévus pour 2025 sur le marché des titres publics de la BEAC, ces émissions prendront exclusivement la forme d'OTA, avec des maturités comprises entre 2 et 7 ans. Malgré des montants modestes, cette stratégie vise à financer des projets à moyen et long termes, contribuant à soutenir la reprise économique du pays et à améliorer le bien-être des populations dans un contexte de sortie progressive de crises sécuritaire et socio-économique prolongée

ANACARDE

Le Kenya veut relancer une filière en surcapacité de transformation

En Afrique de l'Est, la production et la commercialisation de noix de cajou sont dominées par la Tanzanie et le Mozambique. Petit poucet de la sous-région, le Kenya, confronté au déclin de sa filière, tente désormais de relancer cette culture et d'en renforcer le poids économique dans l'agriculture. Au Kenya, Mutahi Kagwe, ministre de l'Agriculture et du Développement de l'Élevage, a dévoilé le 8 janvier dernier un plan de relance de la filière anacarde. Selon un communiqué publié sur sa page X, cette nouvelle stratégie de redressement repose sur la multiplication et la distribution de plants d'anacardiens améliorés et l'accompagnement des producteurs, sous la conduite du centre de recherche de l'Organisation nationale de recherche

agricole et animale (Kalro), basé à Mtwapa dans le comté de Kilifi. D'après M. Kagwe, une nouvelle variété de noix de cajou à haut rendement et tolérante aux maladies, a déjà été développée, avec 20 000 plants prêts à être distribués lors de la prochaine saison des longues pluies et quatre autres variétés améliorées sont prévues pour être déployées d'ici six mois. Il est prévu que la multiplication et la distribution des plants seront coordonnées par l'Autorité de l'Agriculture et de l'Alimentation (AFA) et les gouvernements de comté, avec l'appui du Service d'inspection phytosanitaire (KEPHIS) et des services de vulgarisation agricole. « Les producteurs recevront également un appui sur les bonnes pratiques

agricoles, notamment l'espacement approprié, l'association culturale avec le cocotier et le manguier, ainsi que le greffage de rajeunissement pour réhabiliter les vergers vieillissants », ajoute M. Kagwe dans des propos relayés par le média People Daily. L'un des principaux objectifs du ministère de l'Agriculture à travers cette nouvelle initiative est de stimuler les recettes d'exportation d'une filière en déclin sur la dernière décennie. Les données compilées par l'AFA montrent en effet que la récolte de la noix a baissé de 13 % pour s'établir à 7 803 tonnes en 2024, soit trois fois moins que le stock de 22 140 tonnes récolté en 2014. Parmi les principales raisons évoquées par les acteurs de la filière pour expliquer cette situation, figurent principa-

lement la recrudescence des ravageurs et des maladies qui réduisent les rendements, la pratique de la déforestation et un désintérêt de la part des agriculteurs. « Une menace majeure pour la population existante de cajou provient de l'abattage massif des arbres pour le bois de chauffage, utilisé aussi bien dans les foyers que dans les industries, ce qui a éclipsé les efforts de replantation. De plus, les faibles prix à la ferme pour les noix de cajou ont découragé les communautés agricoles des régions productrices, entraînant un désintérêt pour cette culture. En conséquence, de nombreuses exploitations ont été abandonnées », soulignait l'AFA dans son rapport annuel de 2025 concernant la filière.

POINT-MARCHÉS

Les marchés suspendus à la statistique de l'inflation américaine

La planète finance retient son souffle à quelques heures de la publication de l'inflation aux États-Unis, une donnée très surveillée par la Fed et qui pourrait influencer sur la politique monétaire de l'institution. Les investisseurs préfèrent limiter les risques et jouent la prudence ce matin : Paris recule de 0,2% tandis que Londres et Francfort évoluent à proximité immédiate de leur point d'équilibre.

Tous les regards seront tournés outre-Atlantique en début d'après-midi, où Jefferies anticipe un taux d'inflation annuel stable à 2,7% pour le mois de décembre aux États-Unis en données brutes, mais en hausse de 0,1 point par rapport à novembre à 2,7% en données sous-jacentes. La donnée sera d'autant plus surveillée qu'un climat de plus en plus délétère s'est installé au fil des derniers mois entre la Maison-Blanche et la Fed. Donald Trump exhorte régulièrement Jerome Powell à abaisser les taux directeurs, quand ce dernier rétorque que la Fed est indépendante et a pour mission de contenir l'inflation sous les 2%.

Un début d'année placé sous le signe de la prudence

"Pour les investisseurs, ce début d'année 2026 est placé sous le signe d'une économie mondiale soutenue par des mesures de relance monétaire généralisées et par une croissance solide sur les marchés émergents", notait hier soir Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. "Selon nos prévisions, l'expansion de l'économie américaine devrait atteindre 1,5% cette année, ce qui est en deçà de l'estimation du consensus de 2%. Ces perspectives plus prudentes reflètent nos prévisions d'un ralentissement des dé-

penses des ménages américains", ajoute-t-il. Sur le Vieux Continent, Pictet AM estime que l'économie de la zone euro devrait se redresser avec la baisse de l'excédent d'épargne des ménages et un rebond de la production, qui surviendra avec un certain retard en réponse aux baisses de taux précédentes. "Cependant, les retombées de l'assouplissement budgétaire, en particulier en Allemagne, prendront du temps à se concrétiser", ajoute le spécialiste.

Début de la saison des résultats, valeurs en mouvement

Dans ce contexte, la saison des résultats qui débute aujourd'hui sera suivie de près par les intervenants. Le coup d'envoi sera donné par JP Morgan Chase aujourd'hui, aux États-Unis, avant d'être suivi demain par Bank of America, Wells Fargo ou encore Citigroup. Dans l'actualité des valeurs européennes, Orsted gagne 5,6% après qu'un juge américain a autorisé le Danois à reprendre son projet éolien au large de Rhode Island. Trustpilot progresse de 7,5% après avoir annoncé prévoir une hausse annuelle de 20% de son CA grâce à des réservations en hausse. Zalando progresse de 6%, soutenu par une analyse de Barclays qui relève son conseil sur le titre de neutre à achat. L'ob-

jectif de cours est réajusté à la hausse à 35 EUR contre 28 EUR précédemment. En revanche, Thales cède 1,8% à Paris, pénalisé par une dégradation de Deutsche Bank qui est passé de "acheter" à "conserver" avec un objectif de cours réduit de 285 à 280 EUR. Vinci et Eiffage reculent de plus de 3,2% à Paris alors qu'un projet de loi-cadre du gouvernement envisagerait de faire contribuer les concessions autoroutières

au financement du rail et des routes secondaires. Bank of America a abaissé sa recommandation sur Eiffage d'acheter à neutre, tandis que celle sur Vinci passe de surperformance à sous-performance. À Londres, le baril de Brent s'échange contre 64,5 USD (0,5%). L'or évolue juste en deçà des 4600 USD l'once. Enfin, l'euro est stable face au billet vert, autour des 1,166 USD.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

 BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 09 Janvier 2026 Valeur : 14 Janvier 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.9774	129.9924
1	EUR	EURO		151.3197	151.3632
1	GBP	POUND STERLING		174.4663	174.5567
100	JPY	JAPANESE YEN		82.5096	82.5244
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6158	18.6204
1	CHF	SWISS FRANC		162.4108	162.5311
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.6707	93.7085
1	DKK	DANISH KRONE		20.2504	20.2547
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.0712	14.0758
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8959	12.9000
1	AED	UAE DIRHAM		35.3853	35.3933
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6597	34.6656
1	KWD	KUWAITI DINAR		425.1796	425.3678
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2080	44.6523
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1088	14.1104
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9048	24.0273
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2667	3.2768
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.6469	177.6469

MARCHÉS EN ASIE

La Bourse de Tokyo en hausse

La Bourse de Tokyo bondit de plus de 3% mardi, dopée par les spéculations sur des élections anticipées susceptibles de renforcer la Première ministre Takaichi et sa politique de relance, tandis que le pétrole grimpe face sous l'effet des tensions géopolitiques. L'indice vedette Nikkei grimpait de 3,19% à 53.601 points, et l'indice élargi Topix prenait 2,24% à 3.592 points. La Bourse tokyoïte s'est envolée à l'issue d'un week-end prolongé durant lequel plusieurs médias nippons ont rapporté que la Première ministre Sanae Takaichi envisageait une dissolution de la chambre basse du Parlement dès le 23 janvier avec des élections dans les semaines

suivantes. Les rendements des obligations souveraines nippones à 30 ans ont bondi mardi à 3,49%, tutoyant leurs niveaux record, et ceux des obligations à 10 ans ont touché un sommet inédit depuis 1999, à quelque 2,15%. Le reste des Bourses asiatiques s'affichait également en hausse, à l'image de Séoul (+0,52%) Taipei (+0,45%), Sydney (+0,95%) ou Hong Kong (+1,74%). La région, portée par l'optimisme pour 2026 et notamment sur la poursuite du boom des valeurs tech liées à l'intelligence artificielle, semble épargnée par les inquiétudes autour de la banque centrale américaine.

BOURSE ZURICH

En recul pour le lancement de la saison des résultats

La Bourse suisse a entamé la séance de mardi sur une fausse note, ébranlée encore par les récentes menaces à l'encontre de l'indépendance de la Réserve fédérale (Fed) aux Etats-Unis et dans le sillage de premiers résultats d'entreprises mitigés. Le chimiste de la construction Sika et le chocolatier industriel Lindt&Sprüngli ont ouvert les feux de la saison des performances 2025. La place new-yorkaise était parvenue à inverser la vapeur en

cours de séance lundi, pour boucler dans le vert. "Pour l'instant, le marché envoie un signal clair: tant que les profits tiennent et que l'inflation reste sous contrôle, même l'affrontement entre Donald Trump et Jerome Powell ne suffit pas à briser la dynamique haussière," explique John Plassard, de Cité Gestion. Les yeux se tournent désormais vers l'inflation CPI au pays de l'oncle Sam, dont la publication est agendée sur le coup de 14h30, ainsi que vers les perfor-

mances 2025 des entreprises au pays de l'oncle Sam, avec notamment ceux de JPMorgan Chase. A 09h22, le Swiss Market Index (SMI) s'affaissait de 0,26% à 13'390,92 points, le Swiss Leader Index (SLI) de 0,30% à 2169,05 points et le Swiss Performance Index (SPI) de 0,18% à 18'466,77 points. Sur les trente principales valorisation, 19 reculaient, deux orbitaient encore autour du plot de départ et neuf progressaient.

Le chimiste de la construction Sika (-7,9%, lanterne rouge) a subi une décroissance organique plus vive encore que redouté par les analystes l'an dernier. Le bon de participation Lindt&Sprüngli s'appréciait de 1,4%, dans le sillage d'un exercice 2025 fructueux pour le chocolatier de Kilchberg. Les deux poids lourds pharmaceutiques Roche (-0,2%) et Novartis (-0,1%) figuraient aussi du mauvais côté de la barre. Le paquebot alimentaire Nestlé s'ac-

crochait à la ligne de flottaison. Le béhémoth bancaire UBS s'appréciait pour sa part de 0,6%, tandis que son vis-à-vis de la Bahnhofstrasse zurichoise bondissait de 2,2%. Les investisseurs prendront en outre congé de l'action Meyer Burger qui sera décotée à l'issue de la séance. Valorisé jusqu'à 1400 francs suisses au tournant des années 2010, le titre du fleuron déchu du solaire en Suisse ne s'affiche plus qu'à 1,9 centime.

POUR NE PAS ÊTRE SANCTIONNÉ PAR TRUMP

Taiwan s’engage à investir davantage en Amérique

Taiwan et les États-Unis négocient depuis des mois en vue de conclure un accord commercial, alors que l'île exporte des technologies clés comme les puces électroniques et les semi-conducteurs.

Ce n'est pas encore un accord, mais le dossier avance. Taïwan a annoncé mardi avoir trouvé un "consensus général" avec les États-Unis en vue de la conclusion d'un accord commercial, toujours pas finalisé depuis l'offensive douanière de Donald Trump début 2025. Taïwan et les États-Unis ont entamé des négociations en avril pour mettre au point un accord commercial après que le président américain a menacé d'imposer une taxe douanière de 32% sur les exportations taïwanaises, ensuite abaissée à 20%. Le président taïwanais Lai Ching-te s'est engagé à accroître ses investissements aux États-Unis. Et son gouvernement cherche à réduire davantage les taxes sur ses marchandises et à éviter de nouveau droits de douane sur ses exportations de puces électroniques.

"L'objectif des négociations douanières États-Unis-Taïwan a toujours été de viser des réductions réciproques de droits de douane sans empiler les taxes et d'obtenir un traitement préférentiel dans le cadre de la section 232", et les deux parties ont trouvé un "consensus général" sur ce point, a annoncé le Bureau des négociations commerciales de Taïwan dans un communiqué. La "section 232" fait référence à une disposition de la loi américaine permettant au gouvernement de protéger un secteur d'activité grâce à des droits de douane s'il estime que celui-ci recouvre un enjeu de sécurité nationale. "Les deux parties discutent actuellement du calendrier d'une réunion finale, et une annonce sera faite dès qu'il sera confirmé", indique le communiqué. Les négociateurs

taïwanais ont également promis de fournir "une explication complète des négociations et de l'accord" au Parlement, contrôlé par l'opposition, ainsi qu'au public. Environ 60% des exportations taïwanaises vers les États-Unis concernent les technologies de l'information et de la communication, notamment les puces électroniques.

Excédent commercial

Le gouvernement américain a lancé l'an dernier des enquêtes au titre de la Section 232 sur les semi-conducteurs et les équipements de fabrication de puces. Le président américain a par le passé accusé l'île de voler l'industrie américaine des semi-conducteurs.

IL MENACE DE NOUVEAUX DROITS DE DOUANE

Trump veut taxer de 25% les importations aux États-Unis des pays qui continuent à faire du commerce avec l'Iran

Le président américain menace les pays qui poursuivent leurs échanges commerciaux avec l'Iran de droits de douane de 25% sur les importations aux États-Unis. Et considère l'option militaire face à la répression des manifestations en Iran. Donald Trump, qui continue à envisager l'option militaire face à la répression des manifestations par Té-

héran, a annoncé lundi que tout pays commerçant avec l'Iran serait frappé de droits de douane de 25% par les États-Unis. La Chine est le principal partenaire commercial de l'Iran. "Cette décision est définitive" et "prend effet immédiatement", a affirmé le président américain sur son réseau Truth Social. La répression des manifestations en Iran a fait plus de 600 morts depuis le début de la

contestation selon une ONG, la République islamique faisant face à l'un de ses plus importants mouvements de contestation depuis sa proclamation en 1979. Donald Trump a plusieurs fois menacé de "frapper très fort" en Iran en cas de répression sanglante, mais n'est pas passé à l'acte. "Les frappes aériennes sont l'une des très nombreuses options qui s'offrent au com-

mandant en chef", a affirmé lundi à la presse la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt. Toutefois, elle a assuré que "la diplomatie (était) toujours la première option pour le président". Selon elle, une voie diplomatique reste ouverte avec l'Iran, le pouvoir adoptant un "ton très différent" lors de discussions privées avec l'émissaire américain, Steve Witkoff.

LES ÉTATS-UNIS NE POURSUIVENT QUE LEURS PROPRES INTÉRÊTS

L’Europe doit se réveiller

Le patron de la Deutsche Bank, Christian Sewing, a appelé à faire de 2026 "l'année du renouveau" pour l'Allemagne et l'Europe. "L'ordre mondial fondé sur des règles est en train de s'éroder à une vitesse fulgurante, nous sommes au cœur d'une période de bouleversements multiples", a déclaré Sewing lundi soir lors de la réception annuelle de son institut à Berlin, selon le texte de son discours. "Les défis pour l'Allemagne et l'Europe sont gigantesques et deviennent toujours plus pressants." Il a cité l'intervention militaire américaine au Venezuela en début d'année. L'Allemagne et l'Europe doivent devenir plus actives pour rester géopolitiquement et économiquement pertinentes. "Faisons de 2026 ensemble l'année du renouveau", a exhorté Sewing. Les États-Unis, sous la présidence de Donald Trump, poursuivent de façon déterminée leurs propres intérêts économiques avec leur politique "America First", tandis que la Chine construit un ordre parallèle avec ses propres chaînes d'approvisionnement, a expliqué le dirigeant. "Washington et Pékin raisonnent selon leurs propres catégories – sans prendre en compte les sensibilités euro-

péennes." Les États-Unis restreignent l'accès aux puces de haute technologie, tandis que la Chine limite l'exportation de terres rares. L'Europe n'est certes pas impliquée, mais en ressent fortement les conséquences – à l'image de l'industrie automobile, qui ne peut pratiquement pas se passer de terres rares. "Nous, en revanche, nous nous sous-estimons. L'Europe dispose, à bien des égards, des moyens de réagir à cette guerre commerciale", a poursuivi Sewing. "Nous possédons également des technologies dont personne ne peut se passer." Il faut les utiliser de manière plus cohérente. "Car seuls ceux qui savent montrer leur force seront pris au sérieux dans le nouvel ordre mondial." Il est important que l'Europe se rapproche, a souligné Sewing. "L'Allemagne, en tant que première puissance économique, doit assumer le leadership." Sans réformes profondes, l'Allemagne risque de voir sa croissance potentielle tomber à zéro d'ici la fin de la décennie, ce qui marquerait le début d'une stagnation structurelle. Cela implique une réduction rigoureuse de la bureaucratie – à Berlin comme à Bruxelles – ainsi qu'une plus grande

flexibilité du marché du travail. Une réforme durable des systèmes sociaux, en particulier des retraites, est également déterminante. Il faut aussi procéder à des allègements fiscaux rapides pour les entreprises et lancer une offensive ciblée d'investissements : dans les infrastructures, la défense et la technologie. Sewing a qualifié de levier décisif pour une Europe forte l'achèvement du marché intérieur et du marché des capitaux. Le ministre allemand des Finances, Lars Klingbeil, s'est quant à lui décrit à Washington comme "très transatlantique". L'Allemagne fait tout pour rester dans le dialogue avec ses partenaires américains. Les discussions deviennent toutefois de plus en plus difficiles et les divergences s'accroissent, a déclaré le chef du SPD dans la capitale américaine, où il participe à la réunion des ministres des Finances du G7. "Mais je crois que ce serait mauvais pour le monde si l'Europe et les États-Unis se divisaient", a insisté Klingbeil. "C'est pourquoi je suis ici, pour envoyer un signal clair : nous voulons la coopération, nous voulons le partenariat."

CORÉE DU SUD

Hausse des exportations agricoles et alimentaires de plus de 5% en 2025

Les exportations sud-coréennes de produits agricoles et alimentaires ont augmenté de 5,1% en glissement annuel en 2025, selon le ministère coréen de l'Agriculture, précisant que la valeur des produits exportés a atteint un nouveau record de 13,62 milliards de dollars. Ces exportations comprennent une large gamme de produits agricoles, alimentaires et connexes, allant des produits frais et transformés aux machines agricoles et aux médicaments vétérinaires. Par destination, les exportations sud-coréennes de produits alimentaires vers les États-Unis ont progressé de 13,2%, atteignant 1,8 milliard de dollars, tandis que celles vers la Chine ont augmenté de 5,1% pour s'établir à 1,58 milliard de dollars. Les expéditions vers l'Europe ont enregistré une hausse de 13,6 %, pour atteindre près de 774 millions de dollars, et celles à destination des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont bondi de 22,6 %, pour s'élever à 411,6 millions de dollars. Par ailleurs, les exportations de produits liés au secteur agricole, tels que les machines agricoles et les médicaments vétérinaires, ont augmenté de 8 % en glissement annuel, atteignant également un nouveau record de 3,22 milliards de dollars en 2025, selon le ministère.

RUSSIE

L’industrie manufacturière progresse de 3% en 2025

L'industrie manufacturière russe a progressé de 3% en 2025 par rapport à l'année 2024, boostée notamment par les secteurs pharmaceutique et électronique, a indiqué le premier vice-Premier ministre Denis Manturov. "Dans le cadre du plan prévu pour soutenir l'économie, l'élan dans les industries manufacturières est en effet resté positif avec un chiffre d'environ 3% d'augmentation. En février, nous verrons des chiffres plus précis une fois que les statistiques officielles seront publiées", a fait savoir le même responsable aux médias locaux. Selon lui, des secteurs tels que les produits pharmaceutiques, l'industrie médicale et l'électronique affichent de « solides résultats », avec une croissance supérieure à 15 %. Dans le secteur de l'industrie chimique, y compris les engrais minéraux, la croissance a dépassé les 6%, a-t-il dit. M.Manturov a également souligné que les revenus des entreprises de l'industrie russe de l'aérospatiale ont augmenté de 10% en 2025.

STARLINK

Donald Trump voudrait envoyer des terminaux en Iran

Les États-Unis veulent réagir à la coupure d'internet décidée par les autorités iraniennes. Et la solution pourrait passer par Starlink.

L'Iran est depuis deux semaines le théâtre de manifestations qui ont touché tout le pays. Afin d'y mettre fin, les autorités ont décidé de couper l'accès à internet depuis maintenant quelques jours, afin de rendre les communications plus difficiles. À Washington, Donald Trump, qui n'a pas caché son soutien à ces mouvements, cherche à maintenir la pression sur son ennemi iranien, ce qui pourrait se matérialiser par une aide à la connexion internet sur place.

Donald Trump veut des kits Starlink en Iran

Starlink accompagne en ce moment les actions géopolitiques de Donald Trump. Après l'éviction de Nicolas Maduro, SpaceX a ainsi annoncé qu'elle rendrait l'utilisation de son réseau Starlink gratuite dans le pays jusqu'au mois de février. Et il pourrait également y avoir une action du côté de l'Iran, comme nous l'apprend le Wall Street Journal.

Donald Trump a en effet fait savoir qu'il allait discuter avec Elon Musk de la



possibilité d'envoyer des kits Starlink en Iran. Des responsables cités par le journal ont confirmé que l'une des options de soutien actuellement envisagées était

l'envoi de ces kits permettant d'accéder à internet par satellite, ce qui permettrait de contourner la coupure d'internet imposée dans le pays.

Téhéran a-t-il réussi à rendre Starlink inopérant sur son sol ?

En effet, même si le pouvoir n'a jamais autorisé la commercialisation de ces équipements, ils ont pu être importés illégalement au fil du temps et ont joué un rôle important lors des précédentes révoltes de 2022. Sauf que cette fois, Téhéran semble s'être préparé au scénario Starlink.

Car même si les États-Unis réussissaient à faire entrer ces terminaux en grand nombre, des témoignages indiquent que le réseau Starlink aurait cette fois été partiellement bloqué par les autorités. L'expert Amir Rashidi, qui s'est exprimé dans le média d'opposition Iran Wire, a ainsi expliqué que les forces de l'ordre iraniennes utiliseraient des technologies militaires de brouillage, qui auraient dès le début des protestations perturbé environ 30 % du trafic. Un taux de perturbation qui aurait pu monter jusqu'à 80% récemment. Alors, l'option Starlink pourra-t-elle réellement être efficace ?

Apple peut fêter sa victoire sur Samsung en 2025



Le géant américain a vécu une année dorée en 2025, loin des périodes précédentes où ses iPhone attiraient un peu moins. Et le succès est tel qu'il renvoie son rival historique

dans les cordes ! Les iPhone ont été à la fête en 2025. Dès le lancement de la nouvelle série iPhone 17, des chiffres impressionnants ont été communiqués, montrant que cette

gamme est un succès particulièrement notable dans l'histoire d'Apple, avec des ventes en forte hausse par rapport à l'année précédente - notamment pour l'iPhone 17 de base. Une fois 2026 entamée, il est désormais possible de porter un regard complet sur cette année 2025. Et clairement, la bonne santé de la marque est confirmée !

Apple est le roi du monde en 2025

Samsung a longtemps été le numéro 1 incontesté lorsqu'on pensait au marché mondial du smartphone. Mais ce n'est plus le cas en 2025. Et le cabinet d'analyse Counterpoint Research valide ce changement de hiérarchie avec les données de ventes de l'année

2025. On apprend ainsi que le marché mondial du smartphone a enregistré une croissance de 2% l'an dernier. Plus important encore, la première place d'Apple est confirmée par la même source. La firme de Cupertino s'adjuge en effet, sur l'exercice précédent, une part de marché de 20% - la plus élevée du secteur -, et ce devant Samsung, qui doit se contenter de 19% des ventes mondiales de smartphones.

Samsung risque-t-il de s'installer dans le fauteuil de numéro 2 ?

L'éternel duo de rivaux est suivi, en troisième position, par Xiaomi, avec 13% de parts de marché.

Selon l'analyste de Counterpoint Research Varun Mishra, cette poussée d'Apple est due à de très bons résultats sur les marchés émergents et intermédiaires, ainsi qu'à la popularité de l'iPhone 17. Et ce dépassement pourrait bien être loin d'être un simple épiphénomène. En effet, Apple se prépare à frapper fort dans les années à venir, que ce soit dès cette année avec l'iPhone Fold, son tout premier appareil pliable, ou en 2027, avec, potentiellement, le lancement d'un premier iPhone 100 % en verre incurvé et sans bordures (pour les 20 ans de l'iPhone). De quoi maintenir l'excitation autour de la marque. Alors, comment Samsung pourra-t-il résister ?

Finis les ingénieurs ? C'est désormais l'IA Grok qui décide de ce que vous voyez sur X

Elon Musk prévoit du changement pour l'algorithme de recommandation de X. L'IA devrait prendre le pouvoir. Un mieux pour la neutralité de la plateforme ? Cette année, l'Union européenne devrait enquêter et frapper plus fort contre plusieurs plateformes américaines, dont X.com. Une des inquiétudes principales de Bruxelles tient à l'algorithme de recommandation du réseau social, que la Commission européenne suspecte d'être parfois manipulé par la direction de l'entreprise à des fins politiques. Alors, est-ce que la nouvelle tournure que prend ce dernier avec les annonces d'Elon Musk va changer les choses, et rendre la plateforme plus « respectable » ?

L'algorithme de X en open source, première étape d'une prise de pouvoir de l'IA ?

Elon Musk veut à nouveau faire assaut de transparence pour son réseau social X. Il a ainsi annoncé ces derniers jours que l'algorithme de recommandation de la plateforme, qui choisit quels contenus pousser auprès des utilisateurs, deviendrait open source à partir du 17 janvier. Et ce n'est pas tout : il ne s'agit pas d'une décision unique, puisque, à compter de cette date, le code source sera rendu public toutes les quatre semaines, afin que le public puisse observer l'ensemble des changements apportés. Cette décision sonne comme une volonté de rendre crédible l'annonce faite à la fin de l'année



dernière par le milliardaire. Il avait alors expliqué vouloir faire, à terme, que cet algorithme de recommandation soit « purement de l'IA ».

Grok alimente de plus en plus l'algorithme

Avec le code source constamment en ligne, les internautes

pourront ainsi constater si manipulation il y a, et si les changements apportés tout le long sont décidés par l'IA ou par des humains ayant des intérêts personnels. Il faut noter que, d'après Elon Musk, l'algorithme s'appuie déjà énormément sur Grok, et devrait s'appuyer dessus encore plus à l'avenir. Pour rappel, cet algorithme propose non seulement du contenu pour chaque utilisateur, mais aussi des comptes à éventuellement suivre, ainsi que l'ordre dans lequel les publicités sont proposées. Il faudra voir maintenant, en pratique, jusqu'où Elon Musk et ses équipes iront dans le partage du code source, afin de savoir si les promesses de transparence (et le sous-entendu de « neutralité ») sont réelles ou non.

NOUVEAU FIAT QUBO L

Le monospace compact taillé pour les familles déboule avec un prix très agressif

Présenté au Salon de Bruxelles 2026, le Fiat Qubo L signe le retour assumé du monospace compact face à la domination des SUV. Jusqu'à 7 places, une modularité remarquable, plusieurs motorisations, dont une diesel, et un tarif agressif : Fiat mise sur le pragmatisme et l'usage réel pour séduire les familles. Une proposition rationnelle et accessible.

Présenté au Salon de Bruxelles 2026 au même titre que son trois-roues électrique TRIS, le nouveau Fiat Qubo L fait son grand retour avec une proposition plutôt rare sur le marché aujourd'hui : offrir jusqu'à 7 places, trois motorisations différentes et une modularité record, le tout à un prix défiant toute concurrence. Une alternative sérieuse aux SUV pour les familles ? Dans un marché automobile dominé par les SUV, Fiat ose en tout cas la carte du monospace compact avec son nouveau Qubo L. Dévoilé en Belgique, ce véhicule polyvalent revendique une approche pragmatique de la mobilité familiale, sans pour autant sacrifier l'agrément. La marque turinoise semble avoir compris qu'entre les aspirations au "baroudeur urbain" et les besoins réels du quotidien, il existe un fossé que le Qubo L entend combler avec intelligence.

Fiat Qubo L : la modularité, un argument massue

Le véritable atout du Qubo L réside dans sa capacité d'adaptation. Proposé en deux longueurs, à savoir 4,40 mètres pour la version 5 places et 4,75 mètres pour la déclinaison 7 places, ce monospace ne manque pas d'arguments pratiques. C'est surtout la version longue qui tire son épingle du jeu : avec ses trois sièges individuels et réglables en deuxième rangée, plus deux sièges extractibles à l'arrière, Fiat annonce pas moins de 144 configurations possibles. Un chiffre qui donne le tournis, mais qui traduit surtout une réelle flexibilité d'usage. Tout l'inverse d'un SUV en somme, aussi "familial" soit-il. Les 27 espaces de rangement disséminés dans l'habitacle raviront les familles nombreuses. Mieux encore, ceux qui n'ont pas



de grandes familles pourraient y voir quelques aspects pratiques indéniables pour leurs activités.

Fiat Qubo L : 3 mètres de profondeur

Par exemple, en rabattant le siège passager avant, on obtient une profondeur de chargement de 3 mètres. De quoi transporter une planche de surf, des skis ou même des meubles en kit sans avoir besoin de louer une camionnette. Parmi les solutions les plus originales figurent la Magic Window et le toit en verre multifonctionnel baptisé Magic Top, qui permettent un accès facile au compartiment de rangement supérieur ou le retrait d'objets de l'étagère, améliorant ainsi la praticité au quotidien. On apprécie

cette approche orientée vers l'usage réel plutôt que vers le gadget marketing.

Le diesel fait de la résistance

Surprenant en 2026, le diesel occupe une place centrale dans la gamme de motorisations du Qubo L. Fiat propose trois versions diesel : 100 ch en boîte manuelle, ou 130 ch avec le choix entre transmission manuelle et automatique. Un positionnement qui pourrait sembler anachronique, mais qui s'explique par une autonomie revendiquée jusqu'à 900 kilomètres avec un seul plein. Pour les familles qui parcourent de longues distances, notamment lors des départs en vacances, l'argument reste pertinent malgré les polémiques environnementales.

Fiat propose des alternatives avec un moteur essence de 110 ch et une version électrique de 136 ch, cette dernière étant réservée à la configuration 5 places. Domage que l'électrique ne soit pas disponible en 7 places : c'est justement pour les trajets familiaux quotidiens que la motorisation zéro émission aurait le plus de sens. Un choix probablement dicté par des contraintes techniques de poids et d'autonomie.

Fiat Qubo L, un positionnement tarifaire agressif

Avec trois niveaux de finition (Pop, Icon et La Prima) et cinq coloris aux noms évocateurs (Bianco Gelato, Nero Cinema, Verde Foresta, Blu Riviera, et la teinte (RED)), Fiat ratisse large. Mais c'est surtout le tarif annoncé qui retient l'attention : moins de 22 000 euros en entrée de gamme en Italie, son marché de prédilection. À ce prix-là, le Qubo L se positionne comme l'une des rares alternatives accessibles face à la déferlante des SUV compacts neufs qui dépassent allègrement les 30 000 euros.

Fiat Qubo L : un jour en France ?

Prévu dans les concessions dès avril 2026, ce nouveau Qubo L est, à nos yeux, un pari au même titre que la relance de la Tipo diesel à la fin de l'année 2024 pour quelques mois : celui qu'il existe encore un public pour les monospaces pratiques et abordables. Face aux familiales transformées en pseudo-4x4, Fiat assume une vision décomplexée de l'automobile utilitaire. Reste à savoir si les familles seront séduites par cette proposition pragmatique ou continueront de privilégier l'image supposément valorisante du SUV.

Une BMW diesel contre une Tesla Model 3 : une étude qui dit une vérité

Quel est le coût réel d'un véhicule atteignant 400 000 km si l'on devait remplacer tous ses organes vitaux ? Les personnes derrière le compte EV Clinic ont tenté l'expérience en opposant une Tesla Model 3 Performance à une BMW 530d. Ce duel radical tente de déconstruire l'idée reçue selon laquelle le remplacement d'une batterie serait l'ultime gouffre financier. Logique, venant d'un spécialiste de la réparation de voiture électrique. Malgré quelques biais de calcul, l'étude rappelle un élément de fond : plus vous roulez, plus l'électrique est rentable... tant que le prix de l'électricité ne s'envole pas. A votre avis, combien vous coûterait votre auto une fois franchi les 400 000 km si tous les organes mécaniques essentiels devaient être changés ? Un scénario catastrophique un peu radical qui a pourtant fait l'objet d'une petite étude de la part des personnes derrière EV Clinic, des spécialistes de la réparation de véhicules rechargeables (hybrides ou électriques) qui ont ainsi comparé une Tesla Model 3 Performance avec une BMW 530d G30. Les numéros de série de la liste fournie par EV Cli-

nic permettent de confirmer qu'il s'agit bien d'une 530d G30, notamment au niveau de l'échappement et du réservoir. Un parallèle assez troublant en ces temps où le diesel ne se vend plus, mais il a le mérite de comparer thermique et électrique sur un point qui inquiète toute personne face au véhicule électrique : « et si je dois changer la batterie, cela va me coûter une fortune ! ». C'est une vérité, mais EV Clinic affirme, chiffres à l'appui, que même dans le cas où la batterie de la Model 3 Performance devait être remplacée intégralement, elle resterait toujours plus attractive que la somme des réparations d'une berline diesel de segment "équivalent". Malgré tout, certains biais subsistent dans leur comparatif. A commencer par le fameux segment équivalent : car EV Clinic compare une Tesla Model 3 à... une BMW Série 5 six cylindres. Pas franchement le même monde.

BMW 530d contre Tesla Model 3

L'étude d'EV Clinic est donc simple : arrivé à 400 000 km, combien coûte un véhicule sur lequel « tout » tombe



en panne et où il faudrait quasiment tout remplacer. Forcément, l'électrique part déjà avec un avantage puisqu'en dehors des moteurs, de la batterie et du chargeur embarqué, il ne reste guère d'organes majeurs et coûteux. Une lapalissade : beaucoup moins de pièces détachées sur un véhicule électrique, mais ça, on le savait déjà. Sur 400 000 km, EV Clinic est donc parti d'un total à 30 000 litres de carburant pour une consommation supposée de 7,5 l/100 km, ce qui peut paraître un poil surévalué pour un six cylindres diesel moderne mais sans énorme incohérence non plus. En face, la Model 3 aurait consommé 72

000 kWh, soit 18 kWh/100 km. Premier biais : cette consommation tient-elle compte des pertes à la recharge ? Pas sûr... car elles peuvent être particulièrement élevées sur les Tesla à faible puissance de charge (prise domestique ou renforcée, petite wallbox). Au total, 34 000 € de dépensés pour 72 000 kWh si recharge exclusive sur borne rapide DC pour la Model 3, contre 51 240 € de gazole pour la 530d en 400 000 km (avec un gazole à 1,70 €/litre, donnée cohérente).

Le match des coûts de réparation

Partant du principe que tout tombe en panne, la Model 3 coûterait 21 500 € environ entre une batterie neuve (14 900 €), deux moteurs neufs (la Model 3 Performance est une quatre roues motrices) et un remplacement de pompe à chaleur. En face, la liste est longue : réservoir, moteur, vanne EGR, turbo (2 fois), rampe commune d'injection, capteurs, boîte de vitesse ZF 8, pompe à gazole, refroidisseur d'huile... la facture s'élève à 51 240 € s'il fallait également tout remplacer.

Un chiffre purement indicatif car cette situation ne se produit fort heureusement jamais. Bien entretenu, ces véhicules diesel atteignent des kilométrages élevés sans grande maintenance autre que les vidanges et filtres habituels pour un coût total de 14 000 € environ sur 400 000 km en comptant vidanges, remplacement préventif de chaîne de distribution (à deux reprises) et vidanges de boîte. Au total ? 58 782 € pour la Model 3 après 400 000 km contre 117 440 € pour la BMW 330d G30 en comptant les prix d'achats des véhicules. Mais les chiffres utilisés au départ sont quelque peu faussés par EV Clinic : une Model 3 Performance vaut plus de 57 000 € en Croatie (pays où se situe EV Clinic) alors qu'ils partent sur un tarif de 47 000 €. Cela réduit donc un peu l'écart avec les 66 000 € d'une 530d G30 qui sont cohérents. Et encore une fois, tous les organes mécaniques ne tombent pas en panne sur une thermique à 400 000 km... mais ce comparatif a pour mérite de rappeler que l'intérêt du véhicule électrique s'accroît à mesure que le kilométrage augmente. Plus vous roulez, plus c'est rentable !

Mots fléchés

Accélérateur		Après-midi au spectacle		Célèbres falaises		Pichet		Tombée		Sucre simple		Intronisât	
Malheurs				Capitale du Yémen				Perçais				Petit fût	
Disette		Instrument à cordes en Iran				Lettre grecque				Pour écouter			
		Parapet				Estampe venant d'Epinal	Nouveau congé				Métal précieux		
							Lequel				Victoire de Napoléon		
Changeant										Archives à la télé			
Instrument à corde										Insecte vorace (deux mots)			
				Jeu									
				Moulure saillante									
Imagine		Greffai						Petite vallée	Solipède				Immortalité
									Roter				
					Rivière du Congo		Corrompue						
Justification		Enlève les souillures	Voie citadine				Le cinéma est le septième				Pour unir		
			Lieu de fouilles				Bouche cornée				Partie de chaîne		
						Flirt							
						Liquide vital							
Par	Consumée							Osé				Conjonction de coordination	
	Insectes												
			Petit conservateur					Partie mâle d'un assemblage					
			Agence spatiale					Naguerre l'Union Européenne					
Membrane de l'oeil					Surveillants		Plante potagère						
Davantage							Schlingues						
				Prêtres celtes		Mourir						Humour	
						Conjonction							
Supprimé											Sélénium		
Enzyme									Étau		Adminis-trais		
			Munie d'un pneu					Tâche d'un journaliste					Situées chez le notaire
			Plante aromatique										
Sport	Vagabonde	Anciennes mesures pour les étoffes						Vrais					
		Petite personne						Lettre phénicienne					
						Amas	Frousse					Epouse d'Athamas	
							Estuaire						
Opération éclair					Nattais								
Aspirai par les narines					Note de musique								
								Fleuve français					
Dedans			Graine							Au secours			

PÉTROLE

Le prix du Brent frôle les 65 dollars

Les prix du pétrole ont poursuivi leur hausse, mardi, dans un marché marqué par de fortes inquiétudes concernant l'offre et la persistance des tensions géopolitiques à travers le monde. En début de séance matinale, le prix du Brent a bondi de 1,06 dollar, soit 1,7 %, à 64,93 dollars le baril, se maintenant à son plus haut niveau depuis la mi-novembre. Le WTI américain a progressé de 1,02 dollar, soit 1,7 %, à 60,52 dollars. Le marché pétrolier intègre désormais, selon des experts, l'ensemble des facteurs géopolitiques à l'échelle internationale qui font peser des inquiétudes sur la disponibilité de l'or noir, tandis que la demande ne cesse de croître en cette période hivernale.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 14 janvier 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA ROUTE

4 morts et 311 blessés en 48 heures

Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 311 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. "Durant la période du 11 au 13 janvier en cours, les unités de la Protection civile ont enregistré 267 interventions, suite à plusieurs accidents de la circulation à travers plusieurs wilayas, faisant 4 morts et 311 blessés", précise la même source, ajoutant que les victimes ont été prises en charge sur les lieux puis évacuées vers les structures sanitaires locales.

NÂAMA

Projet de réalisation d'un silo et quatre centres de stockage de céréales

La wilaya de Nâama a bénéficié d'un projet de réalisation d'un silo stratégique, ainsi que quatre centres de proximité pour le stockage des céréales, a indiqué, hier, le wali, Lounès Bouzegza. Le même responsable a indiqué, en marge d'une journée de sensibilisation consacrée à la plateforme numérique destinée aux jeunes porteurs de projets agricoles, que ce projet s'inscrit dans le cadre du programme national de développement des cultures stratégiques. Il a ajouté que le choix du terrain destiné à l'implantation du silo stratégique, dans l'une des communes du Sud de la wilaya et à proximité de la voie ferrée, sera prochainement entamé, en préparation du lancement de l'élaboration des plans et de la réalisation de l'étude technique nécessaire. Les quatre centres de proximité, chacun ayant une capacité de 50.000 quintaux, seront répartis entre les communes de Mecheria, Assla, Tiout et Djeniene Bourezg. Cette répartition permettra de généraliser ce type d'infrastructures et de renforcer les capacités de stockage des céréales à travers l'ensemble des 12 communes de la wilaya.

AVEC 34,5 % DE PARTS DE MARCHÉ GAZIER EN 2025

L'Algérie, premier fournisseur d'Espagne

Synthèse M. A.

L'Algérie a confirmé, en 2025, son statut de partenaire énergétique stratégique de l'Espagne, en conservant pour la troisième année consécutive la première place parmi les fournisseurs de gaz du marché espagnol. Selon des données récentes publiées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », l'Algérie a assuré près de 34,5 % des importations gazières de l'Espagne, confortant ainsi sa position dominante dans un contexte européen marqué par des recompositions profondes des flux énergétiques. Sur l'ensemble de l'année 2025, les exportations algériennes de gaz vers l'Espagne ont atteint environ 128,5 térawattheures (TWh), contre 131,2 TWh en 2024. Si un léger recul est observé en volume, la part de marché algérienne demeure prépondérante, témoignant de la solidité des relations énergétiques entre les deux pays et de la fiabilité de l'offre algérienne. Dans le détail, l'essentiel des volumes livrés par l'Algérie provient du gaz naturel acheminé par pipeline, avec 107,18 TWh, auxquels s'ajoutent 21,32 TWh de gaz naturel liquéfié (GNL). Cette combinaison entre infrastructures terrestres et capacités d'exportation maritime confère à l'Algérie une flexibilité appréciable, lui permettant de répondre aux besoins du marché espagnol malgré la baisse globale de la demande. En effet, les importations totales de gaz de l'Espagne ont reculé de 9,7 % en 2025, s'établissant à 372,25 TWh, contre 339,38 TWh en 2024. Ce repli s'explique notamment par des conditions climatiques plus favorables, une meilleure gestion des stocks et une progression des énergies renouvelables dans le mix énergétique espagnol. Dans ce contexte, la capacité de l'Algérie à maintenir sa position de premier fournisseur illustre son rôle central dans la sécurité énergétique de la péninsule Ibérique. Cette importance stratégique s'est également confirmée sur le plan mensuel. En décembre 2025, l'Algérie est restée le premier fournisseur de gaz de l'Espagne, avec

une part de 28,7 % des importations, correspondant à 8,99 TWh de gaz naturel, livrés exclusivement par gazoduc. Bien que ces volumes soient en baisse par rapport au mois de novembre, ils témoignent de la continuité des flux algériens, même dans une période de repli saisonnier de la demande. Par ailleurs, la baisse des stocks gazières espagnols, tombés à 68 % de leur capacité en décembre 2025 contre 83 % un an plus tôt, renforce l'importance des fournisseurs fiables et géographiquement proches. À cet égard, l'Algérie bénéficie d'un avantage comparatif certain, fondé sur la proximité géographique, la stabilité des infrastructures et l'expérience historique dans l'approvisionnement du marché espagnol. Face à une concurrence accrue, notamment du gaz naturel liquéfié américain et russe, l'Algérie continue de tirer son épingle du jeu grâce à la régularité de ses livraisons et à l'ancrage de ses relations énergétiques avec l'Espagne. Cette position conforte la place du pays comme acteur clé du marché gazier euro-méditerranéen et souligne le rôle central de Sonatrach dans la stratégie d'exportation énergétique nationale. Dans un environnement international marqué par l'incertitude et la transition énergétique, la performance algérienne en 2025 confirme que le gaz naturel demeure un levier essentiel de souveraineté économique et diplomatique, tout en offrant à l'Algérie une marge de manœuvre stratégique dans ses relations avec ses partenaires européens.

Léger recul des exportations algériennes de pétrole en 2025

En 2025, les exportations algériennes de pétrole ont atteint une moyenne de plus de 762.000 barils par jour, malgré un léger recul de 2 % par rapport à 2024. Après trois années consécutives de croissance, les volumes écoulés sur les marchés internationaux ont montré une certaine volatilité, avec un creux en janvier à 678.000 barils par jour et un pic en avril à près de 879.000 barils par jour. La fin d'année a été mar-

quée par un redressement notable, les exportations culminant à 870.000 barils par jour en décembre. La production nationale a, quant à elle, poursuivi sa progression, atteignant 965.000 barils par jour en novembre 2025 et se stabilisant à 971.000 barils par jour jusqu'au premier trimestre 2026, dans le cadre du calendrier de restitution progressive des réductions volontaires de l'Opep+. Les principaux débouchés de l'Algérie restent concentrés : cinq pays absorbent 60 % des exportations, avec la Corée du Sud en tête (130.000 barils/jour), suivie par la France (105.000), l'Espagne (99.000), les États-Unis (69.000) et le Royaume-Uni (52.000). Cette répartition confirme la présence de l'Algérie sur les marchés européens et asiatiques, tout en maintenant une présence régulière en Amérique du Nord. Malgré le léger recul observé, la reprise des exportations en fin d'année et une production maîtrisée montrent la capacité de l'Algérie à s'adapter aux fluctuations du marché pétrolier mondial et laissent entrevoir une certaine stabilité pour les prochains mois.

APN: Séance plénière, jeudi, consacrée aux questions orales

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra, ce jeudi, une séance plénière consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, indique, mardi, un communiqué de cette institution. Les questions orales concerneront les secteurs de l'Éducation nationale, la Santé, l'Agriculture, le Développement rural et la Pêche, l'Habitat, l'Urbanisme, la Ville et l'Aménagement du territoire, la Poste et les Télécommunications, les Travaux publics et les Infrastructures de base, l'Hydraulique, le Travail, l'Emploi et la Sécurité sociale, le Tourisme et l'Artisanat ainsi que de la Communication, précise la même source.

MÉDÉA

Les travaux d'aménagement de deux micros zones d'activités achevés

Les travaux d'aménagement de deux micros zones d'activités situées à Ksar El-Boukhari et Ain Boucif, au sud de Médéa, sont totalement achevés, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale de l'industrie. La micro zone d'activité de

Ksar El-Boukhari s'étend sur une superficie de 1,57 hectare et comprend 25 lots, alors que celle implantée à Ain Boucif couvre une surface de 1,49 hectare réparti également sur 25 lots, a-t-on fait savoir. L'attribution de ces terrains se fera par l'intermédiaire de

l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) conformément aux procédures légales inhérentes à la gestion du foncier industriel, a-t-on indiqué. La création de ces micro-zones d'activités s'inscrit dans le cadre de la promotion et de

l'encouragement de l'investissement productif, a souligné la même source. Par ailleurs, l'opération d'assainissement et de récupération du foncier industriel attribué aux investisseurs n'ayant pas entamé les travaux de leurs projets dans les délais impartis,

a abouti à la récupération de plus de 64 hectares ventilés à travers de nombreuses zones industrielles et d'activités, a-t-on noté. Les parcelles récupérées ont été versées au portefeuille foncier géré par l'AAPI, a-t-on ajouté.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le ministre examine les perspectives de coopération et d'investissement avec les ambassadeurs de Suède et de Grande-Bretagne

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a reçu, mardi, l'ambassadrice du Royaume de Suède en Algérie, Anna Block Mazoyer, et l'ambassadeur du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en Algérie, James Robert Stephen Downer, avec lesquels il a examiné les perspectives de coopération et d'investissement dans le do-

main de l'industrie pharmaceutique, indique un communiqué du ministère. La rencontre, qui s'est tenue au siège du ministère, en présence du directeur général (DG) du laboratoire AstraZeneca en Algérie et du directeur régional Afrique et Maghreb du même laboratoire, a été l'occasion d'échanger les points de vue sur l'état et les perspectives de la coopération bilatérale, et les

opportunités d'investissement dans l'industrie pharmaceutique, notamment en ce qui concerne la localisation des médicaments innovants en Algérie et le transfert d'expertise et de technologie, précise la même source. Au cours des entretiens, M. Kouidri a affiché la disponibilité du secteur à accompagner l'ensemble des opérateurs désireux de localiser la fabrication de

médicaments, notamment innovants, soulignant la volonté de l'Algérie de renforcer les relations de coopération et de partenariat avec les laboratoires étrangers qui contribuent à la création de la valeur ajoutée et à la mise à disposition des technologies de pointe les plus récentes dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, conclut le communiqué.